

Archives municipales de Saint-Claude

**Sous-série 10 D**

**Archives du cabinet du député-maire Louis  
Jaillon  
(1925-2000)**



Répertoire numérique détaillé  
établi par Thibaud DULAC  
étudiant en archivistique à l'Université Jean Moulin Lyon III

Août 2013



# Sommaire

Introduction.....	3
Plan de classement.....	7
Répertoire numérique détaillé.....	15
Index.....	63
Annexes.....	65



# Introduction

La sous-série 10 D des Archives municipales de Saint-Claude est constituée de l'ensemble des archives produites par Louis Jaillon (1916-2003) durant les quelques quarante années de sa vie publique et politique. Atypique, cette sous-série est entrée aux Archives municipales au début des années 1980, au moment du départ de Louis Jaillon de la Mairie. Restée en déshérence jusqu'au début des années 2000, elle a fait l'objet d'un classement complet en 2013, à l'occasion d'un stage effectué par un étudiant en archivistique de l'Université Jean Moulin de Lyon.

## Le producteur

*Louis Jaillon*

Fils d'un imprimeur tenancier de l'Hôtel du Globe à Saint-Claude, Louis Jaillon est né dans cette ville le 28 avril 1916. Diplômé de l'école supérieure de commerce de Clermont-Ferrand, mobilisé en 1939 dans les forces aériennes, il se trouve, à la Libération, à la tête d'un petit atelier de fabrication de pipes et d'*articles de Saint-Claude*.

Militant centriste, il adhère au Mouvement Républicain Populaire (M.R.P.) dès sa création en 1944 et se présente trois ans plus tard aux élections municipales sur une « liste d'action familiale et populaire » soutenue par le mouvement.

Entré au conseil municipal dont il prit la tête en 1953 pour ne le quitter que 32 ans plus tard (ce qui fera de lui le détenteur du record de longévité de tous les maires de Saint-Claude depuis la Révolution), Louis Jaillon connut deux échecs électoraux en 1951 et 1955 avant d'être finalement élu député en novembre 1958, réussissant l'insigne exploit de battre au second tour Edgar Faure, ancien Président du Conseil et figure locale du parti radical. Un exploit qu'il réitérera cinq ans plus tard avant d'être à nouveau battu par celui qui restera son "meilleur" adversaire.

Défenseur des petites et moyennes entreprises (P.M.E.) dont il intègre le groupe d'amitié parlementaire dès son arrivée au Palais Bourbon, il présidera un temps le syndicat des hôteliers-restaurateurs de l'arrondissement de Saint-Claude avant de se consacrer entièrement à sa carrière politique. Membre du groupe parlementaire des Républicains populaires et du Centre démocratique, il se montrera un ardent défenseur de la construction européenne, de la coopération transatlantique, du développement des jumelages intercommunaux, de la réforme fiscale basée sur l'impôt sur l'énergie ou encore des porteurs d'emprunts russes au sein de diverses associations parlementaires et de la commission des finances où il siègera durant ses deux mandats législatifs.

Élu pour la première fois au Conseil général en 1958, Louis Jaillon représentera le Haut-Jura dans à peu près tout ce que le département et la région compteront d'assemblées et d'organismes de « développement ». Membre du Comité d'Expansion économique du Jura (COMEX), de la Commission de Développement Régional (CODER), de la Commission déléguée du Conseil régional puis du Conseil régional à proprement parler dont il assurera même la vice-présidence, il intégrera tout à tour les conseils d'administration et les bureaux de l'Office HLM du Jura, de l'Agence régionale pour l'Emploi, du Comité départemental d'aide au logement, du comité syndical du Parc naturel régional du Haut-Jura ou encore de la Société coopérative d'HLM *La Maison pour tous*.

Président de la commission des affaires sociales du Conseil général du Jura, il sera encore nommé en qualité de conseiller technique auprès de la présidence du Conseil régional chargé des politiques de montagne puis élu vice-président du Conseil général juste après sa démission de la Mairie de Saint-Claude en 1985.

Infatigable bâtisseur hanté par les problèmes du logement et de l'emploi frappant durement sa ville natale, Louis Jaillon sera un des artisans de l'érection à Saint-Claude d'immeubles locatifs, d'équipements sportifs et culturels ou encore d'établissements scolaires tels que la cité scolaire du Pré Saint-Sauveur, en même temps qu'il œuvrera pour le développement du centre hospitalier qui porte aujourd'hui son nom, l'aménagement des zones artisanales et industrielles d'Étables et du Plan d'acier, ou encore du rattachement à la ville des cinq communes voisines de Chaumont, Chevy, Cinquétral, Ranchette et Valfin.

Locaux ou nationaux, économiques ou sociaux, touristiques ou agricoles, Louis Jaillon s'intéressera à tous les problèmes touchant de près ou de loin Saint-Claude et le Haut-Jura sans jamais se départir de cette bonhomie qui fit de lui un homme apprécié bien au-delà de sa circonscription.

Et c'est de tous ces engagements, de tous ces combats, de tous ces projets et de bien plus encore dont nous parlent les archives conservées dans la sous-série 10 D ; des archives produites et rassemblées au fil des ans par tous les secrétaires dont Louis Jaillon s'est adjoint successivement les services.

### *Son cabinet*

Si Louis Jaillon est bien, en tant qu'élu, militant politique et citoyen, le producteur des archives de la sous-série 10 D, celles-ci sont aussi les archives de son cabinet.

En effet, cumulant les responsabilités au sein de divers organismes et les mandats à divers échelons, Louis Jaillon s'adjoignait les services d'un secrétariat qui était le lieu véritable de production des archives ici rassemblées. Un secrétariat qui a plusieurs fois changé de visage et même de statut, même si ce dernier semble ne jamais avoir été réellement défini, et dont il faut retracer l'historique pour comprendre les conditions de production des archives de la sous-série.

Durant une première période allant de l'entrée de M. Jaillon au conseil municipal en 1947 à son élection à la députation en 1958, il est très vraisemblable qu'il ait bénéficié des services de plusieurs secrétaires employés par la Mairie.

Ensuite, durant son premier mandat de député, de 1958 à 1962, M. Jaillon a employé pour son propre compte Louis Roberge, en tant que secrétaire particulier.

Puis, entre 1960 et 1962, alors qu'il entamait son second mandat de député et terminait son deuxième mandat municipal, M. Jaillon a employé, de manière périodique, sa fille Cécile.

À partir de 1962, et jusqu'en 1974, M. Jaillon a encore employé, toujours pour son compte particulier, Mlle Suzanne Gros

Enfin, de 1974 jusqu'à son départ, M. Jaillon s'est adjoint les services de Monique Invernizzi, une secrétaire employée cette fois par la commune (bien que M. Jaillon ait encore assumé à l'époque deux mandats de conseiller général et régional en plus de celui de maire).

En tout, ce sont donc au moins cinq secrétariats qui se sont succédés sur près de quarante années ; cinq secrétariats dont les organisations particulières, sans être totalement similaires, n'ont cependant pas fondamentalement varié au fil du temps, offrant ainsi à cette sous-série une certaine cohérence.

### **Le fonds**

D'un point de vue documentaire, la sous-série rassemble deux principaux types d'archives : il y a d'abord les lettres envoyées ou reçues par l'élu et qui constituent la majeure partie de la sous-

série ; puis il y a les documents administratifs collectés ou reçus par Louis Jaillon dans l'exercice de ses fonctions aux sein des assemblées comme des organismes où il a siégé.

Du point de vue de sa structure, la sous-série telle qu'elle a été classée est organisée autour de quatre grandes parties reflétant chacune une partie des activités ou des fonctions exercées par Louis Jaillon en tant qu'élus, homme politique ou personne privée.

Une première partie regroupe les archives reflétant les actions conduites par M. Jaillon dans le cadre de ses différents mandats électoraux.

Des archives classées d'abord en fonction des types de mandats considérés (député, conseiller régional, conseiller général et maire) puis, à l'intérieur de chaque mandat entre les archives « parlementaires » produites par M. Jaillon dans le cadre de sa participation aux différentes assemblées délibérantes (Assemblée nationale, conseils régional, général et municipal) et à leurs émanations directes (comités et commissions) ; les dossiers thématiques constitués au fur et à mesure du « suivi des affaires », y compris politiques, tant au niveau local que national ; et les documents reçus ou élaborés dans le cadre de participations à des organismes tiers (offices ou établissements publics, associations, groupes d'influence, etc...), organismes associés aux mandats en fonction de leur échelon géographique d'intervention.

Une deuxième partie, moins volumineuse mais très intéressante, regroupe les archives « politiques » reflétant surtout les engagements de M. Jaillon à la tête d'un petit journal d'opinion (dont une collection complète est ici conservée) et au sein des partis centristes (dont le Mouvement Républicain Populaire, M.R.P.).

Une troisième partie regroupe quant à elle les archives « personnelles » de M. Jaillon, des archives produites dans un cadre professionnel (Louis Jaillon était notamment propriétaire d'un hôtel) ou familial.

Une quatrième partie enfin, plus généraliste et donc placée en tête de la sous-série, regroupe un grand nombre de courriers envoyés et reçus, classés de manière chronologique, ainsi que l'ensemble des échanges de lettres, classés de manière thématique, relatives à des demandes d'interventions adressées par des particuliers, des entreprises ou des associations, à M. Jaillon en vertu de son statut d'homme public influent acquis au fil des ans.

Complète et très largement accessible dans la mesure où seuls 6 articles sur 245 sont incommunicables pour des raisons de protection de la vie privée des personnes citées en leur sein<sup>1</sup>, la sous-série 10 D offre donc au chercheur une vue d'ensemble sur l'activité quotidienne d'un élu municipal, départemental, régional et national aux responsabilités multiples.

Mais au delà de cette première caractéristique qui ferait d'elle le support idéal d'une biographie politique ou d'une monographie administrative, cette sous-série offre surtout au chercheur un angle de vue original sur l'organisation administrative et institutionnelle, le développement économique et touristique, le climat social et politique d'une ville, Saint-Claude, d'un département, le Jura, d'une région, la Franche-Comté et même plus généralement de la France de l'après-guerre aux années 1980, de la guerre d'Algérie à la mise en œuvre de la première décentralisation.

### **Les sources complémentaires**

Comme la sous-série 10 D rassemble les archives d'un élu, les fonds des assemblées dans lesquelles ce dernier a siégé leur sont bien entendu complémentaires, de même que les archives

---

1 Il s'agit notamment de dossiers d'aide sociale ou de courriers de patients de l'hôpital, regroupés sous les cotes 10 D 33, 35, 88, 126, 177 et 217 dont l'incommunicabilité est mentionnée dans l'inventaire.

classées dans les séries alphanumériques des archives nationales, régionales, départementales et communales, que les chercheurs pourront mettre en regard des dossiers thématiques constitués à l'intérieur de la sous-série (les séries T des AD du Jura et 1R des AM de Saint-Claude seront par exemple à rapprocher des articles 10 D 97 et 160 à 162 relatifs au suivi par M. Jaillon des affaires scolaires au niveau départemental et communal).

Parallèlement, un certain nombre de fonds privés conservés à Paris, à Montmorot (aux AD du Jura) et à Saint-Claude paraissent pouvoir apporter un éclairage intéressant sur les informations contenues dans la sous-série.

Il s'agit notamment, pour les Archives nationales, du fonds d'archives du M.R.P., fonds 350 AP conservé au Centre d'Histoire de Sciences Po à Paris, ainsi que du fonds d'archives d'Edgar Faure, fonds 505 AP des Archives nationales (site de Paris).

À Montmorot, aux AD du Jura, il s'agit notamment des fonds des parlementaires jurassiens René Feit et Pierre Jeambrun (71 et 78 J), du fonds de l'Union Force Ouvrière de Saint-Claude (43 J), du fonds de l'entreprise Dalloz de Saint-Claude (37 J), du fonds de la coopérative ouvrière Le Diamant de Saint-Claude (29 J), du fonds du Théâtre populaire jurassien (28 J), du fonds d'archives du journaliste sanclaudien et ami de M. Jaillon Jean-Pierre Salvat (103 J), du fonds de l'Association de Développement et d'Aménagement du Haut-Jura et du Syndicat Intercommunal de Développement d'Aménagement du Haut-Jura (ADAHJ – SIDAHIJ, fonds 143 J), ainsi encore que du versement 2284 W du SIVOM de Saint-Lupicin.

Enfin à Saint-Claude, les fonds d'entreprises et de syndicats conservés à la Maison du Peuple.

Ainsi mise en regard avec les fonds publics et privés auxquels elle fait écho, la sous-série 10 D des Archives municipales de Saint-Claude apparaît comme pouvant constituer une source historique de premier ordre.

# **PLAN DE CLASSEMENT**





## **Relations et interventions de l'homme public**

<u>Correspondance</u> .....	19
.	
Correspondance active (classement chronologique)	
Correspondance avec d'autres Mairies	
<u>Interventions</u> .....	20
Distinctions honorifiques	
Financement bancaire	
Emploi	
Fiscalité	
Anciens combattants	
Service militaire	
Réseaux	
Logement	
Construction, urbanisme et travaux publics	
Protection sociale	
Enseignement	
Affaires diverses.....	21
<u>Allocutions</u>	

## **Actions de l'él**

Actions en tant que député.....	25
<u>Installation à l'assemblée nationale</u>	
<u>Travaux parlementaires</u>	
Participations aux débats	
Participation à la commission des finances	
Proposition de loi sur les emprunts russes	
<u>Suivi des affaires nationales</u> .....	26
Crise algérienne	
Polémique autour de la loi scolaire	
Situation des anciens combattants	
Indemnisation des dommages de guerre	
Législation hôtelière	
Affaires économiques et sociales.....	27
Législation des caisses d'épargne	

<u>Suivi des affaires locales</u>	
Agriculture	
Construction du barrage de Vouglans	
Presse et à la télévision	
Transports	
Enseignement.....	28
Affaires diverses	
<u>Voyages officiels</u>	
République Démocratique Allemande	
États-Unis	
Pologne	
<u>Activités politiques</u>	
Groupe des Républicains populaires et du Centre démocratique	
Associations parlementaires.....	29
Groupes d'influence	
Actions en tant que conseiller régional.....	30
<u>Participation aux assemblées régionales</u>	
Comité d'expansion économique et de productivité de Franche-Comté	
Commission de Développement Économique Régional (CODER)	
Commission déléguée du Conseil régional et Conseil Économique et Social Régional	
Commission de synthèse et de financement de l'Établissement Public Régional (EPR)	
Autres assemblées régionales	
<u>Suivi des affaires régionales</u>	
Tranches régionales du Plan	
Situation de l'emploi	
Affaires économiques	
Équipement régional.....	31
Santé	
Enseignement	
Affaires diverses	
Documentation	
Actions en tant que conseiller général.....	32

<u>Participation à l'assemblée départementale</u>	
En séances plénières	
En commissions	
Commission des affaires sociales	
Commission du tourisme	
Commission des sites, perspectives et paysages.....	33
Autres commissions et comités	
Réception de demandes de subvention	
<u>Suivi des affaires locales</u>	
Affaires sociales	
Agriculture.....	34
Aménagement du territoire et développement local	
Économie et emploi	
Enseignement	
Environnement.....	35
Sport et loisirs	
Tourisme	
Transports	
<u>Participation aux organismes locaux.....</u>	
36	
Organismes en charge du logement	
Organismes en charge du développement économique	
Organismes en charge du développement des infrastructures.....	37
Organismes en charge du développement du Haut-Jura	
Organismes en charge de la promotion touristique.....	38
<u>Voyage officiel en Israël</u>	
<u>Relation avec les autres conseillers généraux du département</u>	
Actions en tant que maire.....	39
<u>Participation aux assemblées municipales</u>	
Commissions	
Correspondance avec les adjoints et conseillers	
<u>Suivi des activités des services municipaux</u>	
Correspondance avec le personnel et ses syndicats	
Service des eaux	
Services techniques	
Services sociaux	

Services culturels.....	40
Service des sports	
<u>Représentation de la commune auprès d'organismes publics</u>	
Régie municipale eau-électricité	
Organismes dédiés au logement	
Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères du Haut-Jura (SICTOM).....	41
Comité local pour l'emploi du bassin Saint-Claude – Morez	
<u>Suivi des affaires municipales</u>	
Relations intercommunales	
Jumelage	
Rapprochement avec les communes voisines.....	42
Économie	
Industrie	
Commerce.....	43
Police	
Logement	
Urbanisme.....	44
Transports urbains	
Affaires sociales	
Enseignement.....	45
Culture.....	46
Sports	
Affaires diverses	
Affaires politiques.....	47
<u>Participation aux associations de maires</u>	
Actions en tant que président de la commission administrative de l'hôpital.....	48
<u>Direction de l'hôpital</u>	
Administration générale	
Participation aux assemblées de direction	
Commission administrative	
Commission médicale consultative	
Relations extérieures	
Correspondance	
Représentation de l'hôpital auprès des groupements inter-hospitaliers.....	49

<u>Gestion</u>	du 50
<u>personnel</u> .....	
Recrutement	
Correspondance avec le personnel	
Organes de représentation.....	51
<u>Services</u>	53
<u>hospitaliers</u> .....	
<u>Travaux et équipement</u>	
<u>Comptabilité et finances</u> .....	54
<u>Assurances et contentieux</u>	

### **Activités du militant M.R.P.**

<u>Élections et consultations</u> .....	57
<u>Activités militantes</u>	
À la tête du <i>Jura économique, politique et social</i> (J.E.P.S.)	
Au sein des partis centristes.....	58

### **Archives personnelles**

<u>Archives de M. Jaillon</u> .....	62
Correspondance	
Interventions	
Archives professionnelles et syndicales	
<u>Archives de M. Roberge</u>	



# **INVENTAIRE NUMÉRIQUE DÉTAILLÉ**





**Première partie :**

**Relations et interventions**  
**de l'homme public**



# Correspondance

**10 D 1-2** Correspondance active  
Classement chronologique par année des doubles de courriers  
envoyés (échantillon 3/8) **1963-1978**

10 D 1 **1963 et 1968**

10 D 2 **1973 et 1978**

**10 D 3-19** Correspondance active et passive  
Classement chronologique par année de courriers envoyés et reçus **1953-1984**

10 D 3 **1953-1958**

10 D 4 **1959**

10 D 5 **1960**

10 D 6 **1961**

10 D 7 **1962**

10 D 8 **1963-1965**

10 D 9 **1966-1970**

10 D 10 **1971-1972**

10 D 11 **1974-1975**

10 D 12 **1976**

10 D 13 **1977**

10 D 14 **1978**

10 D 15 **1979**

10 D 16 **1980**

10 D 17 **1981**

10 D 18 **1982-1984**

10 D 19 **Invitations reçues (1963-1980)**

**10 D 20-22** Correspondance avec d'autres Mairies **1957-1981**

10 D 20 **1957-1962**  
Classement chronologique

10 D 21 **1962-1974**  
Classement alphabétique des communes du canton et hors du  
canton

10 D 22 **1974-1981**  
Classement chronologique

# Interventions

10 D 23	<b>Distinctions honorifiques</b> : demandes d'appui, lettres de présentation des candidats. Contient notamment des demandes pour MM. Romanet, secrétaire général de la Mairie et archiviste, Chevassus, quincaillier, et de nombreux résistants.	<b>1954-1980</b>
10 D 24	<b>Financement bancaire</b> : demandes d'appui pour l'obtention de prêts. Demandes émanant de particuliers, d'associations ou encore d'entreprises, adressées notamment à la Caisse d'Épargne de Saint-Claude.	<b>1959-1962</b>
10 D 25	<b>Emploi</b> : demandes d'appui de candidatures. Demandes effectuées notamment auprès du CERN de Genève.	<b>1959-1973</b>
<b>10 D 26-27</b>	<b>Fiscalité</b> : demandes de dégrèvements, plaintes, réclamations.	
10 D 26	Demandes adressées à la Direction départementale des Impôts.	<b>1959-1981</b>
10 D 27	Demandes adressées au Ministère des Finances. Ces demandes concernent notamment la succession de la maison Duseaux, bijoutier parisien.	<b>1959-1981</b>
10 D 28	<b>Anciens combattants</b> : interventions pour demandes de pensions ou de mentions. Demandes émanant de particuliers et d'associations.	<b>1953-1971</b>
10 D 29	<b>Service militaire</b> : demandes d'affectation spéciale ou d'exemption. Contient notamment des demandes pour effectuer le service dans le cadre de la « coopération » ou des demandes de rapatriement d'Algérie.	<b>1959-1973</b>
10 D 30	<b>Réseaux</b> : interventions en faveur d'usagers des réseaux d'eau, d'électricité ou de télécommunication.	<b>1960-1973</b>
10 D 31	<b>Logement</b> : intervention auprès de l'office HLM suite à des demandes pour obtention de logements à loyer modérés.	<b>1953-1981</b>
10 D 32	<b>Construction, urbanisme et travaux publics</b> : demandes d'appui pour l'obtention de permis de construire adressées au Ministère des Travaux publics, aux directions de l'Équipement et des Ponts et Chaussées,	<b>1959-1970</b>
<b>10 D 33-35</b>	<b>Protection sociale.</b> –	
10 D 33	Mutualité agricole : demandes formulées par des agriculteurs ou d'anciens agriculteurs <sup>2</sup> .	<b>1968-1971</b>
10 D 34-35	Organismes de sécurité sociale : demandes de particuliers pour intervention auprès de la CAF, CPAM ou URSAAF.	<b>1958-1980</b>
10 D 34	1958-1962	
10 D 35	1963-1980 <sup>3</sup>	
10 D 36-37	<b>Enseignement</b> : demandes de bourses, d'admission, de titularisation ou de mutation par élèves et professeurs.	<b>1959-1981</b>
10 D 36	1959-1960	

2 Dossier incommunicable avant 2021 par mesure de protection de la vie privée.

3 Dossier incommunicable avant 2031 par mesure de protection de la vie privée.

10 D 37	1961-1981	
10 D 38-41	<b>Affaires diverses.</b> –	
10 D 38	Interventions auprès de M. Duhamel, député du Jura, successivement ministre de l'Agriculture et de la Culture.	<b>1963-1973</b>
10 D 39	Interventions directes auprès de la Préfecture.	<b>1971-1980</b>
10 D 40	Intervention en faveur de ressortissants ou de rapatriés algériens.	<b>1959-1964</b>
10 D 41	Interventions diverses en faveur de fonctionnaires, de particuliers, de justiciables et d'entreprises.	<b>1974-1980</b>

## **Allocutions**

10 D 42	Brouillons manuscrits ou dactylographiés de discours prononcés lors de cérémonies commémoratives, de remise de prix, visites officielles, départs en retraite, etc...	<b>1963-1973</b>
---------	---	------------------



**Deuxième partie :**

**Actions de l'élu**





# Actions en tant que député de la première circonscription du Jura (1958-1967)

## Installation à l'Assemblée nationale

- 10 D 43 **Règlement intérieur de l'Assemblée** : documentation officielle relative au fonctionnement de la questure, à l'indemnisation des députés et aux incompatibilités professionnelles (1958) ; plan de situation du député dans l'hémicycle (s.d.).  
**Organisation des permanences et du secrétariat.** –  
Appartement parisien, équipement : demande d'installation du téléphone (1960).  
Secrétariat jurassien, organisation : note manuscrite sur le travail du secrétaire du député , liste de correspondants (v. 1959).  
Permanences dans la circonscription, organisation : lettres d'annonce de permanences envoyée à la presse locale (1959-1961). **1958-1961**

## Travaux parlementaires

### Participation aux débats

- 10 D 44 **Questions posées aux ministres** : extraits du journal officiel, brouillons manuscrits et dactylographiés (1959-1967).  
**Votes en séances** : relevé individuel des votes (avril-décembre 1965) **1959-1967**

### 10 D 45-47 Commission des finances

- 10 D 45 **Impôt sur l'énergie**, proposition de réforme fiscale : lettre d'adhésion à l'association parlementaire pour la réforme, dossier documentaire, rapports de présentation de la réforme à la Confédération générale des P.M.E. et à l'Assemblée nationale. **1959-1960**

- 10 D 46 **Lois de finances.** –  
Projets de lois pour 1962 : rapports de présentations, circulaires.  
Budget des Postes et Télécommunications : doléances d'agents et de syndicats, questions de M. Jaillon au ministre, réponses du ministre transmises aux agents.  
Budget 1963 de la Légion d'honneur : annexe d'une proposition de loi. **1958-1962**

- 10 D 47 Doléances de particuliers et de professionnels à propos de la politique fiscale et des lois de finances. **1959-1965**

### Proposition de loi

- 10 D 48 **Emprunts russes**, proposition de loi pour leur « *règlement rapide et définitif* » :  
Brouillons et exemplaires définitifs de la loi, documents de travail

- 10 D 48 dont de nombreuses coupures de presse et deux titres d'emprunt de 1891 et 1899. **1959-1966**  
 Demande de soutien des parlementaires : circulaires adressées aux députés, leurs réponses (sur coupons), lettres de demande de publication pour la presse. **1959-1966**  
 Correspondance avec les porteurs de titres et leurs associations, notamment l'Association des porteurs de titres russes et son président, M. Grizey, ancien employé de la Banque de France à Saint-Claude.

## Suivi des affaires nationales

- 10 D 49 **Crise algérienne**  
Documentation : brochures éditées tant par les autorités françaises que par des associations ou des partis politiques tels que le Comte de Paris, le FLN, l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française, ou encore une organisation communiste.  
Prises de position : brouillons manuscrits et dactylographiés d'une allocution ainsi que de « notes parlementaires » sur l'Algérie.  
Répercussions locales : correspondance entre M. Jaillon et des acteurs de la société civile, notamment le Comité de défense des institutions républicaines de Saint-Claude. **1956-1963**
- 10 D 50 **Polémique autour de la loi scolaire dite « loi Debré »**  
 Correspondance avec les représentants des écoles « libres ».  
 Correspondance avec le Comité san-claudien d'action laïque.  
 Exemplaires de tracts distribués par le comité.  
 Brouillons d'articles et compte-rendu de réunions relatifs au conflit entre le corps enseignant et la municipalité. **1954-1967**
- 10 D 51 **Situation des anciens combattants**  
 Documentation relative au budget de leur Ministère et à la politique des pensions.  
 Correspondance avec des associations nationales d'anciens combattants, victimes de guerre et déportés.  
 Correspondance avec des associations locales d'anciens prisonniers et résistants. **1957-1971**
- 10 D 52 **Remboursement des dommages de guerre**  
 Correspondance avec les Ministères des Finances et de la Reconstruction et du Logement (MRL) à propos de la situation des bénéficiaires des indemnités reçues en compensation de dommages de guerre.  
 Demandes d'interventions de particuliers relativement aux réclamations par l'Administration de remboursement de « trop-perçus ». **1958-1962**
- 10 D 53 **Législation hôtelière**  
 Documentation sur l'industrie hôtelière et touristique française.  
 Correspondance avec les fédérations locales et nationales, le crédit hôtelier et des tenanciers à propos de la situation économique et légale de l'hôtellerie. **1958-1960**

- 10 D 54      **Affaires économiques et sociales**  
Correspondance avec des syndicats, des associations et des groupements professionnels locaux et nationaux. **1959-1967**
- 10 D 55      **Législation des caisses d'épargne**  
Documentation sur la Caisse nationale d'Épargne et sur la Caisse d'Épargne de Saint-Claude, réunie en vue des travaux de la commission supérieure des Caisses d'Épargne pour la réforme du code des Caisses. **1959-1961**

## Suivi des affaires locales

- 10 D 56-58      Questions agricoles. –      1957-1967**
- 10 D 56      Documentation sur les questions agricoles à l'assemblée. **1957-1961**
- 10 D 57      Correspondance avec des particuliers et des associations relative à l'adduction d'eau dans les villages jurassiens, à l'organisation des associations de chasse, à la situation des éleveurs laitiers, à la sécheresse de 1964, à l'arrachage des vignes « prohibées » ainsi qu'à l'interdiction de la chasse à la bécasse. **1959-1967**
- 10 D 58      Correspondance avec la Direction départementale et la Chambre d'Agriculture à propos de l'habitat rural et des lois sociales en agriculture.  
Interventions en faveur d'agriculteurs auprès de la Direction générale du Génie rural et de l'Hydraulique agricole.  
Dossiers originaux des seconds mandat et secrétariat. **1962-1967**
- 10 D 59      **Barrage de Vouglans**, projet de construction :  
Cartes, rapport d'étude, coupures de presse. Correspondance entre M. Jaillon et E.D.F., la Préfecture, le Conseil Général et des élus locaux, à propos de l'avancement du projet de barrage en 1960.  
Dossier original des premiers mandat et secrétariat. **1957-1960**
- 10 D 60      **Questions relatives à la presse et à la télévision**  
Correspondance avec des particuliers à propos de l'installation de relais dans le Haut-Jura ; correspondance avec des organes de presse à propos de leur diffusion locale.  
Dossier original des premiers mandat et secrétariat. **1959-1962**
- 10 D 61      **Transports. –**  
Réseau ferré, fermeture de la ligne Dijon – Lons-le-Saunier *via* Saint-Jean-de-Losne : pétition des habitants de Villevieux, correspondance entre M. Jaillon, la SNCF et les élus locaux, comptes-rendus de réunions du comité de défense de la ligne, de la Chambre de commerce du Jura ainsi que du Comité d'Expansion économique du département.  
Réseau routier : correspondance avec des particuliers et des professionnels autour du développement du réseau routier jurassien. **1962-1967**

- 10 D 62      **Affaires scolaires :**  
Correspondance avec des maires, des parents d'élèves, le rectorat et des associations à propos du fonctionnement, de la fermeture ou du développement des écoles, collèges et lycées du Jura.      **1961-1966**
- 10 D 63      **Affaires diverses. –**  
Correspondance avec des représentants des opticiens, des réalisateurs de cinéma, des experts-comptables ou encore des forestiers à propos de statuts législatifs.  
Fiche de renseignements sur l'usine Vion de Thoirette, accompagnée d'une photographie de l'usine et d'une coupure de presse traitant d'un nouveau procédé pour la fabrication de pâte à papier (v. 1958)      **1958-1965**

## Voyages officiels

- 10 D 64      **République démocratique allemande (1962). –**  
Dossier complet comprenant des coupures de presse, de la documentation économique, des rapports d'étude, un ensemble de notes manuscrites prises durant le voyage, ainsi qu'une enveloppe contenant le programme des visites, des billets d'avions, quelques cartes postales, un timbre, quelques notes et 4 photographies de M. Jaillon.  
NB : Les 4 photographies ont été retirées, photocopiées et sont conservées dans la série FiA sous les cotes FiA 1395 à 1398.
- États-Unis (1963). –**  
Programme des visites, correspondance avec des industriels à propos de la mission, annonce d'une conférence de présentation.
- Pologne (1964). –**  
Lettre d'acceptation de la mission, rapport d'information (compte-rendu du voyage) sur la mission de la commission des finances en Pologne (rapport officiel de l'Assemblée nationale), plan de Varsovie.      **1962-1964**

## Activités politiques

Groupe parlementaire des Républicains Populaires et du Centre Démocratique

- 10 D 65      Organisation : Compte-rendu du premier congrès, correspondance de M. Jaillon avec les cadres (1958-1959).  
Service de presse : Bulletins mensuels d'information, notes internes, fiches de documentation, éléments de réponse (1958-1967)      **1958-1967**
- Associations parlementaires
- 10 D 66      **Amicale parlementaire P.M.E. –**  
Adhésion et organisation : comptes-rendus de réunions,

- invitations, documentation, correspondance avec les cadres (1958-1961). **1958-1961**
- 10 D 66 **Groupe d'amitié parlementaire des villes jumelées**, adhésion, organisation et fonctionnement : invitations aux réunions, documentation, correspondance avec le président Dutheil, copie d'un amendement déposé par la groupe et signé par M. Jaillon **1958-1961** (1960-1961).
- Associations diverses**, demandes d'adhésion. –  
 Association pour le tunnel sous la Manche, groupes d'amitié Europe-Afrique, France-Espagne, France-USA, France-Pologne, France-Scandinavie et France-Italie, groupement "Artisanat", mouvement évolutionniste universel, groupe de spiritualité (1958).
- Groupes d'influence**
- 10 D 67 **Mouvement fédéraliste européen.** –  
 Section nationale, organisation et fonctionnement : publications officielles relatives notamment à la réorganisation du mouvement, correspondance de M. Jaillon avec le secrétariat général à propos de sa cooptation puis de son adhésion (1958-1962).  
 Section de Franche-Comté, organisation et fonctionnement : correspondance de M. Jaillon avec A. Welter, cadre jurassien du mouvement à propos de son rôle dans la section de Franche-Comté (1954-1962).
- Association française pour la communauté atlantique.** –  
 Correspondance de M. Jaillon avec le secrétariat général de l'association, relative à l'adhésion du député et aux hommages rendus à M. Spaak après sa démission (1961-1967). **1958-1967**

# Actions en tant que membre des assemblées régionales de Franche-Comté (1953-1986)

## Participation aux assemblées régionales

- 10 D 68 **Comité d'expansion économique et de productivité de Franche-Comté et Belfort** : invitation à une réunion, rapport sur les moyens financiers de l'expansion économique. **1958**
- 10 D 69 **Commission de Développement Économique Régional (CODER)** : procès-verbaux de sessions, documents préparatoires, procès-verbal d'une allocution prononcée par le Préfet de région lors de l'installation de la deuxième CODER le 22 juin 1970. **1966-1972**
- 10 D 70-75** **Commission déléguée du Conseil régional et Conseil Économique et Social Régional** : procès-verbaux des réunions communes et relevés des avis émis. **1973-1983**
- 10 D 70 1973-1974
- 10 D 71 1975-1976
- 10 D 72 1977-1978
- 10 D 73 1979-1980
- 10 D 74 1981
- 10 D 75 1982-1983
- 10 D 76 **Commission de synthèse et de financement de l'Établissement Public Régional (EPR)** : pièces préparatoires à l'établissement des budgets 1980-1984. **1979-1983**
- 10 D 77 **Autres assemblées régionales** : procès-verbaux de réunions. – Comité régional du tourisme (1953, 1967-1969, 1971, 1979) ; commission régionale de l'équipement hôtelier (1981) ; commission académique de la carte scolaire (1981) **1953-1981**

## Suivi des affaires régionales

- 10 D 78 **Tranches régionales des Plans**, préparation : notes de synthèse et rapports de travail. **1954-1983**
- 10 D 79 **Situation de l'emploi** : rapport de synthèse, notes documentaires, comptes-rendus de deux réunions de l'Agence Régionale Pour l'Emploi (ARPE). **1977-1982**
- 10 D 80 **Affaires économiques** : rapports sur l'économie comtoise (1976), deux lettres de syndicats relatives aux problèmes des entreprises Rhône-Poulenc et Maglum (1980), correspondance avec le maire de Clairvaux-les-lacs à propos de l'entreprise Circuit Imprimés Lunetterie (CIL) (1980). **1976-1980**

- 10 D 81 **Équipement régional.** –  
Aéroport Dole-Tavaux : demande de subvention de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) du Jura au Président du Conseil régional (1982).  
Liaisons routières : circulaires relatives au budget de l'EPR en matière d'amélioration du réseau (1982), circulaire relative au tracé de l'autoroute comtoise A36 (1970).  
Liaisons ferroviaires : dossier de présentation de projets d'amélioration des relations entre la Franche-Comté et Paris (1975).  
Canal Rhin-Rhône : rapport de la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) sur son tracé (1975), rapport de la CCI du Doubs sur sa pertinence et son intérêt pour la région (1960).  
Télécommunications : rapports sur les télécommunications en Bourgogne et Franche-Comté (1972, 1980).  
Bâtiments et Travaux publics : rapport sur les constructions et les ventes de logements dans la région (1980). **1960-1982**
- 10 D 82 **Affaires sanitaires et sociales** : lettres et dossiers de demande de soutien ou de subvention pour l'humanisation des hôpitaux de Morez et Orgelet, la construction d'un centre de réadaptation fonctionnelle à Salins-les-Bains et d'un foyer-logement pour personnes âgées à Valdoie . **1972-1980**
- 10 D 83 **Affaires scolaires** : demandes de subvention d'associations socio-éducatives dont l'Association des Pupilles de l'Enseignement Public du Jura (1979-1980), rapports relatifs au fonctionnement de l'Université et de l'académie de Besançon (1980-1982). **1979-1982**
- 10 D 84 **Affaires diverses** : circulaires reçues d'associations de défense de l'environnement, de l'Institut Universitaire de Formation Continue pour la formation des élus et de la Direction régionale des Affaires Culturelles (DRAC, 1979-1982) ; correspondance avec d'autres conseillers régionaux à propos de sujets locaux (1974-1981). **1974-1982**
- 10 D 85 **Documentation** : revues de presse hebdomadaire du service de documentation du Conseil (4 exemplaire, 1982-1983), brochure de la délégation régionale à la condition féminine (1981), périodique *Inter-Régions* n°3 relatif à la composition de toutes les assemblées régionales françaises (1973), deux numéros du *Journal de la Franche-Comté*, organe du Conseil régional dont l'éditorial du n°5 a été écrit par M. Jaillon (1982-1983), quelques numéros des magazines *Réalités comtoises* et *Reflets de l'économie franc-comtoise* (1981-1983). **1973-1983**



# Actions en tant que conseiller général du canton de Saint-Claude (1958-1988)

## Participation à l'assemblée départementale

### En séances plénières

- 10 D 86 **Organisation de l'assemblée** : règlement intérieur du Conseil Général, organigramme des commissions, procès-verbaux d'allocution envoyés par la secrétariat général pour correction, note sur l'indemnisation des conseillers (1962-1982).  
**Vie politique** : correspondance avec le Dr. René Feit à propos de la présidence de l'assemblée, lettre de refus de la démission de M. Jaillon par des conseillers généraux de la même « tendance politique » (1980-1984). **1962-1984**
- 10 D 87 Comptes-rendus annotés des séances, notes et documents de travail, rapports présentés par le Préfet et les conseillers (1958, 1960-1961, 1970, 1974, 1978-1983). **1958-1983**

### En commissions

- 10 D 88 **Commission des affaires sociales (3<sup>e</sup> commission)<sup>4</sup>** : convocation à des réunions de la commission intercantonale d'aide sociale avec liste nominative des dossiers à étudier (1958-1962), transcription d'un entretien accordé par M. Jaillon au journal *Le Progrès* au sujet de « l'action sociale en faveur des vieillards et des déshérités dans le Jura » (1971), comptes-rendus de deux réunions de la commission appelée à statuer sur la réforme des « prêts jumelés » (1980), compte-rendu d'une réunion du Comité départemental d'aide personnalisée au logement (1980), rapport préparatoire et invitation à une réunion portant sur l'intervention du département en matière d'aide ménagère (1982), procès-verbaux de deux séances d'étude de dossiers individuels d'aide sociale (1981-1982), rapports, notes et comptes-rendus de réunions relatives à l'accueil de réfugiés du Sud-Est asiatique dans le Jura, correspondance avec le Comité haut-jurassien pour l'accueil de ces réfugiés (1979-1981), notes sur la situation de l'hôpital de Lons-le-Saunier et tract du syndicat C.F.T.C. de l'hôpital (s.d.), compte-rendu des travaux d'un comité consultatif d'action sociale en faveur des travailleurs étrangers (1975-1976). **1962-1982**
- 10 D 89 **Commission du tourisme** : procès-verbaux de réunions (1958-1967), rapports du groupe de travail hôtellerie, dossiers relatifs à la délimitation des zones d'équipement touristique dans le département (1965).  
Ces derniers dossiers, constitués dans le cadre de la réalisation d'un inventaire des sites pour la préparation du Ve plan d'équipement du tourisme, comprennent des cartes et de nombreuses illustrations du Haut-Jura, de la

---

4 Dossier incommunicable avant 2032 par mesure de protection de la vie privée.

10 D 89 vallée de l'Ognon, du lac de Vouglans, de la région des lacs et de la Combe d'Ain, du Revermont et du vignoble, du Doubs et du Val d'Amour, ainsi que du Jura plissé du Sud. **1958-1967**

10 D 90 **Commission des sites, perspectives et paysages** : lettre de nomination par le Préfet (1954), comptes-rendus de réunions (1960-1980). **1958-1967**  
**1954-1980**

10 D 91 **Autres commissions et comités.** –  
Commission départementale d'équipement : arrêté préfectoral de nomination (1966) ; comité de travail sur la carte scolaire : procès-verbal de réunion (1966) ; commission administrative de révision électorale : calendrier des travaux, propositions de redécoupage, notes de travail de M. Jaillon (1966) ; commission départementale spéciale pour la mise en application de la loi sur les regroupements de communes : comptes-rendus des débats (1971) ; commission administrative des services d'incendie et de secours : arrêté de nomination, comptes-rendus de réunions (1979-1980) ; comité départemental des services au public en milieu rural : procès-verbal de réunion (1980) ; commission départementale d'accessibilité : arrêté de nomination (1981) ; commission départementale pour la régularisation de la situation de certains étrangers : synthèse des dossiers à traiter, lettre de remerciement du Préfet pour travail accompli (1981-1982) ; commission départementale d'urbanisme : comptes-rendus de réunions avec listes des dossiers litigieux étudiés (1982) ; commission de la musique : arrêté préfectoral de nomination (1982). **1966-1982**

### Réception et transmission de demandes de subvention

10 D 92 Comptes-rendus des activités des demandeurs, lettres de demandes.  
Contient entre autres des demandes de l'Amicale des Nord-Africains résidant dans la région de Morez (v. 1958), de l'association diocésaine d'éducation populaire du Jura (1960), d'un centre d'animation de Saint-Lupicin (1979), du Foyer des Jeunes Travailleurs de Dole (1980), de l'Ensemble Folklorique Populaire Jurassien (1980), du Théâtre Populaire Jurassien (1980), de la Société des amis du Château de Présilly, de la Société astronomique du Haut-Jura, de l'association Neige et Plein air, ainsi que du comité organisateur de la « Progressime » du Jura (1981). **1958-1983**

### Suivi des affaires locales

10 D 93 **Affaires sociales** : relations avec les associations et les syndicats. – Association départementale d'aide aux vieux travailleurs salariés du régime général de sécurité sociale du Jura.  
Associations d'aide à l'enfance « inadaptée » (« Papillons blancs », Centre d'Aide par le Travail (CAT), Association des Amis et Parents d'Enfants Inadaptés (APEI), Centre Régional pour l'Enfance et l'Adolescence Inadaptées (CREAI), Association Saint-Michel-le-Haut (ASMH), Association Jurassienne de l'Emploi Protégé (AJEP)).

- 10 D 93 Associations à caractère socio-éducatif (Maison des Jeunes et de la Culture (MJC) de Lons-le-Saunier (1965), Francs et Franches Camarades (FRANCAS) du Jura (1970-1972)).  
Association des veuves civiles chefs de famille (1965).  
Médecine du travail (1969).  
Syndicats de travailleurs sociaux ou d'employés du département (1979-1981). **1961-1982**
- 10 D 94 **Agriculture** : rapports, coupures de presse et correspondance avec notamment la Direction départementale de l'agriculture. –  
Équipement rural (1959), soutien à la Chambre d'agriculture (1962), à la formation professionnelle (1962), délimitation des « zones rurales » (1962), détail du plan de lutte contre la pollution (1971), situation des industries laitières (1980), développement du journal *Le Jura agricole et rural* (1980), « affaire » Jura-Bétail (1980), fonctionnement du laboratoire départemental d'analyses agricoles (1981), organisation de conférences annuelles agricoles (1982). **1959-1982**
- 10 D 95 **Aménagement du territoire et développement local** : rapports et correspondance avec notamment la Direction départementale de l'Équipement. –  
Programme triennal (1961-1963) d'adduction d'eau, projets pour la revitalisation de la région de la « Petite montagne » par le Conseil général et l'ADAPÉMONT (1963-1983), aménagement du confluent du Doubs et de la Loue (1964), réglementation des « contrats de pays » (1976), subventionnement d'un magasin coopératif à Vaux-lès-Saint-Claude (1976), mise en place et fonctionnement du Conseil d'architecture d'urbanisme et d'environnement du Jura (C.A.U.E., 1981), programmes de subventionnement de projets par le Fonds départemental d'équipement des communes et le F.I.D.A.R. (1983). **1961-1983**
- 10 D 96 **Économie et emploi** : rapports et correspondance avec notamment le service des affaires économiques du Conseil général. –  
Alimentation du fonds départemental de la taxe professionnelle par l'écrêtement de celle payée par l'entreprise SOLVAY sur la commune de Abergement-la-Ronce (1980); visite de Mme Catherine Lalumière, Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Économie, aux établissements Moquin-Breuil de Lavans-lès-Saint-Claude (dossier annoté par M. Jaillon, 1983); aide aux entreprises *Indusaine* à Foncine-le-Bas, Riskoff à Champagnole, *Rhodior* à Morez, ainsi qu'à la commune de Longchaumois (1983); recensement par la Banque de France des entreprises jurassiennes dont le chiffre d'affaire dépasse 1 million de francs (1970-1973). **1970-1983**
- 10 D 97 **Enseignement.** –  
Établissements scolaires : dossier relatif à la construction du collège de Lavans-lès-Saint-Claude (1979-1981); pièces diverses relatives à la rénovation ou à l'aménagement des collèges de

- 10 D 97 Damparis, de Mont-sous-Vaudrey et Saint-Désiré à Lons-le-Saunier, du lycée de l'Arc à Dole et de l'École normale d'instituteurs et institutrices de Lons-le-Saunier (1962-1977).  
Bourses départementales : barèmes officiels transmis par le rectorat (1970, 1980), liste des bénéficiaires dans le canton de Saint-Claude (1978, 1980).  
Transports scolaires : protestations des Mairies de Bellecombe et Leschères pour l'amélioration de leur desserte (1982).  
Affaires diverses : compte-rendu d'une réunion pour le fonds scolaire départemental (1980), invitation pour une visite de l'école de Verges menacée de fermeture (1977), lettres relatives aux menaces de fermeture des écoles de Vaux-lès-Saint-Claude, Cinquétral et Leschères (1970-1971). **1962-1982**
- 10 D 98 **Environnement** : circulaire préfectorale relative aux dangers des déchets nucléaires, vœu du Conseil général interdisant leur stockage sur le territoire jurassien, documentation sur l'énergie nucléaire (1960), études de la commission permanente d'étude et de protection des eaux souterraines et des cavernes sur la pollution de l'eau et les milieux karstiques (1981-1983). **1960-1983**
- 10 D 99 **Sports et loisirs.** – Aménagement de l'aérodrome et activité de l'aéro-club de Saint-Claude – Pratz : correspondance avec les responsables de l'association et les autorités civiles et militaires. **1960-1969**
- 10 D 100 **Tourisme.** –  
Base nautique de la Mercantine sur le lac de Vouglans : correspondance avec le Jura Yachting club porteur du projet, rapport du conseil général sur les possibilités offertes par le lac (1972-1973).  
Dossiers divers : correspondances avec des professionnels du secteur touristique jurassien, l'Hôtel Joly à Saint-Claude, la Régie du lac de Chalain, le Syndicat d'initiative du Haut-Jura, l'association départementale de tourisme, etc... (1957-1975)  
Y figure aussi un article paru dans le « Jura français » (n° 74, avril-juin 1957) et relatif au percement du tunnel du Mont-Blanc préféré à celui de la Faucille. **1957-1975**
- 10 D 101 **Transports.** –  
Transports ferroviaires : vaste correspondance avec la SNCF, la Préfecture et plusieurs Mairies, pétitions de particuliers et protestations d'entreprises, délibérations du conseil municipal de Saint-Claude, à propos de la suppression d'une partie des trains effectuant la liaison entre Paris et le Haut-Jura (1963-1966, 1980) ; pétitions et correspondance relative au déclassement de la gare de Molinges et à la défense du rail dans la vallée de la Bienne (1980).  
Transports routiers : lettre de l'Automobile-Club du Haut-Jura sur le tunnel de la Faucille (1963) ; rapports sur les activités de la Régie départementale des transports du Jura entre Saint-Claude et les stations de ski *via* la ligne de « la Gélinothe » (1980-1981) ; dossier d'étude sur l'aménagement des routes nationales 436 et 470 entre Saint-Claude et Lons-le-Saunier (1972). **1963-1981**

## Participation aux organismes locaux

### Organismes en charge du logement

- 10 D 102 **Société coopérative départementale d'Habitations à Loyer Modéré « La Maison pour Tous ».** –  
Assemblées générales et conseils d'administration : comptes-rendus de séances (1963-1973)  
Adhésion, cotisation, administration : correspondance de M. Jaillon, administrateur, avec M. Socié, président de la coopérative ainsi qu'avec d'autres administrateurs ou des clients de la « Maison pour Tous » (1965-1972)  
Polémique née de soupçons de malversation financière : dossier complet comprenant des rapports sur l'affaire, la lettre de démission de M. Jaillon et les pièces du procès opposant MM. Socié et Vincent (1971-1973) **1963-1973**
- 10 D 103 **Comité d'Amélioration du Logement (CAL) du Jura :** comptes-rendus de réunions et d'AG, correspondance du président Jaillon, documentation sur le logement jurassien. **1959-1981**
- 10 D 104 **Comité d'Aide au Logement (CODAL) du Jura :** comptes-rendus d'AG, correspondance de la présidence. **1970-1976**
- 10 D 105 **Office public HLM du Jura :** comptes-rendus d'AG et de conseils d'administration, correspondance avec les autres administrateurs ou les bénéficiaires. **1960-1981**
- 10 D 106 **Comité départemental de l'Habitat Rural du Jura :** convocation à une réunion (1962), compte-rendu d'activité (1976), brochure éditée par le comité (1980). **1962-1976**

### Organismes en charge du développement économique

- 10 D 107 **Comité d'Expansion du Jura (COMEX) :** comptes-rendus de réunions, rapports d'activité, correspondance avec les administrateurs.  
Collection très lacunaire. **1957-1981**
- 10 D 108 **Chambre de Commerce et d'Industrie :** Rapports et vœux adoptés par l'AG du 26 septembre 1962, rapports d'étude sur la création d'un hôtel aux Rousses, rapport sur la réforme du commerce extérieur, compte-rendu d'une AG des délégués consulaires (1962), lettre sur le refus d'une implantation commerciale à Arbent (1980). **1962-1980**
- 10 D 109 **Association pour le Développement de l'Artisanat par la Prospection et les Techniques Économiques (ADAPTE) :** statuts, budget prévisionnel, compte-rendu de la première manifestation. **1970-1971**

## Organismes en charge du développement des infrastructures

- 10 D 110 **Syndicat Intercommunal d'Électricité et d'Équipements Collectifs du Jura (SIDEK)** : Procès-verbal et rapports présentés à l'AG du 25 juin 1953, nouveaux statuts adoptés et publiés par la *Jura agricole*, circulaire d'annonce d'un emprunt par souscription publique, lettre de *La Fraternelle* pour souscription (1953) ; rapport présenté lors de l'AG du 21 mai 1955 ; lettres de maires de communes du canton de Saint-Claude donnant pouvoir à M. Jaillon pour l'élection d'un délégué cantonal (1959) ; correspondance avec M. Futin, président (1961-1962) ; dossier de demande de subvention régionale pour la construction d'une usine communale à Saint-Amour (1980) ; correspondance de M. Jaillon avec un employé du bureau du SIDEK (1980) ; comptes-rendus et rapports comptables et moraux présentés lors de l'AG du 16 octobre 1982 ; programme des travaux électriques pour 1982. **1953-1982**
- 10 D 111 **Syndicat Intercommunal d'Électricité du Haut-Jura** : Convocations à des réunions. **1957**

## Organismes en charge du développement du Haut-Jura

- 10 D 112 **Association et Syndicat Intercommunaux de Développement et d'Aménagement du Haut-Jura (ADAHJ - SIDAHI)** : lettre relative à l'ouverture à l'étranger de bureaux pour la présentation et la promotion du Haut-Jura ; rapports sur le coût du déneigement, l'aménagement d'une zone artisanale à Lavans-lès-Saint-Claude, le financement des projets par le Fonds interministériel de développement et d'aménagement rural (FIDAR), l'avancement du contrat de pays d'accueil, ainsi que les transports dans le Haut-Jura Sud ; dossier de synthèse des propositions pour le contrat de pays du Haut-Jura . **1978-1983**
- 10 D 113 **Syndicat intercommunal des sports d'hiver et du tourisme des cantons de Saint-Claude et des Bouchoux** : comptes-rendus de deux séances du comité syndical. **1956-1961**
- 10 D 114 **Régie départementale des sports d'hiver et du tourisme du Haut-Jura**  
Reprise d'activité de la Régie départementale Morez-La Cure : compte-rendu du premier conseil d'administration, compte-rendu d'une réunion franco-suisse pour l'aménagement de la Dole, correspondance avec l'Automobile-club du Haut-Jura et les Ponts-et-Chaussées à propos des premiers travaux de la Régie et de l'aménagement de la « route blanche » (1960-1962).  
Conseil d'administration : invitations, comptes-rendus de séances, documents de travail et rapports (1961-1963 ; 1970, 1972)  
Opérations d'aménagement : dossier d'étude complet avec plans, études financières, listes d'acquéreurs, etc., pour la construction du village de vacances familiales de Lamoura (1966) ; études sur l'aménagement de lotissements sur la commune de Prémanon, **1961-1980**

- 10 D 114 fixation du prix des expropriations, négociations avec les syndicats suisses (1961-1963)  
Affaires diverses : correspondance et rapports. – Organisation de la Régie, réception d'un article peu élogieux, construction de colonies de vacances, installation d'une école de ski à Prémanon, voyages d'étude à Paris et dans les Pyrénées, querelle franco-suisse à propos de l'aménagement des Dappes, émission de faux forfaits de ski (1961-1980). **1961-1980**

### Organismes en charge de la promotion touristique

- 10 D 115 **Association départementale des Logis du Jura** : Compte-rendu des AG des 10 avril 1957, 16 novembre 1970 et 20 octobre 1980. **1957-1980**
- 10 D 116 **Office du tourisme des 3 cantons Saint-Claude – Moirans – Les Bouchoux** : correspondance relative à la mise en place et au fonctionnement de la centrale départementale de réservation gérée par l'office (1980); catalogue des locations proposées par la centrale de réservation (1980); correspondance relative à des négociations avec la SNCF pour l'amélioration de la desserte ferroviaire du Haut-Jura (1980-1983); rapports présentés à l'AG de février 1980; compte-rendu de l'AG 1981 du comité départemental du tourisme, catalogue de l'offre touristique pour l'été 1981; pièces préparatoires à l'AG du 13 octobre 1982, dont projet de convention entre le centre d'animation, l'office du tourisme et la ville de Saint-Claude. **1980-1983**
- 10 D 117 **Documentation** : ensemble de brochures éditées par les différents organismes chargés de la promotion touristique du Jura (s.d.) **s.d.**

### Voyage officiel en Israël

- 10 D 118 Programme du séjour, informations pratiques; compte-rendu du voyage pour le Conseil Général, pièces préparatoires au rapport; documentation touristique; carnet de notes.  
Ce voyage avait été organisé par le Comité des communes d'Europe et M. Jaillon y avait pris part en tant que représentant du président du Conseil général. **1968**

### Relations avec les autres conseillers généraux

- 10 D 119 **Correspondance avec M. André SOCIÉ**, président du Conseil général **1969-1973**
- 10 D 120 **Amicale des conseillers généraux du Jura** : comptes-rendus de deux assemblées; invitation à un congrès des conseillers généraux de France. **1976-1982**

# Actions en tant que maire de Saint-Claude (1953-1985)

## Participation aux assemblées municipales

- 10 D 121      **Commissions** : procès-verbaux de réunion. – Commissions de l'enseignement (1957-1962), des travaux (1958-1980), des foires et marchés (1962), du personnel (1953-1981), de la circulation (1962), des affaires sociales (1972), de sécurité (1981).  
Les procès-verbaux des séances du conseil municipal ont été éliminés. **1953-1981**
- 10 D 122      **Correspondance** avec les adjoints et les conseillers municipaux : lettres envoyées et reçues, rapport transmis aux conseillers municipaux avant les séances du Conseil.  
Contient entre autres des lettres adressées par M. Jaillon à M. Domas à propos de l'organisation des commémorations ainsi que la lettre adressée par M. Jaillon aux conseillers municipaux après son départ de la Mairie en 1985. **1953-1985**

## Suivi des activités des services municipaux

- 10 D 123      **Personnel communal et syndicats** : correspondance. **1963-1985**
- 10 D 124      **Service des eaux** : rapports transmis pour information et correspondance avec la direction, les autres services notamment techniques et les sociétés et syndicats délégataires. **1970-1981**
- 10 D 125      **Services techniques** : rapports transmis pour information et correspondance de la direction. –  
Réfection de la petite voirie (1961-1980), travail du personnel (1965-1972), qualité des eaux (1970), collecte des déchets (1970-1975), adjudication des combustibles (1969), éclairage des rues (1970-1980), déneigement et salage (1970), rachat d'immeubles (1972 et 1980), développement touristique (1976), travaux effectués à Chevry (1977), fonctionnement des installations d'assainissement (1979), législation pour les permis de construire (1980), installation d'horodateurs (1980), aménagement d'un centre technique à Saint-Blaise (1980), rénovation des installations thermiques (1980-1982), dégradations par graffitis (1980). **1965-1982**
- 10 D 126      **Services sociaux**<sup>5</sup>. –  
Crèche, construction : correspondance avec l'architecte Malatrait et les administrations départementales et préfectorale (1965-1970) ; fonctionnement : tableaux récapitulatifs de la

---

5 Dossier incommunicable avant 2033 par mesure de protection de la vie privée.



- 10 D 126 situation journalière de l'établissement (février 1980) ainsi que de ses tarifs (1981) ; personnel : liste des employées, étude sur le coût de leur licenciement (1982-1983). **1965-1983**  
Bureau d'aide sociale, fonctionnement : note sur les changements d'horaire d'ouverture du bureau (1970), procès-verbal d'une réunion (septembre 1972), convocation du maire pour une réunion d'examen du budget (1980) et pour une réunion d'étude de dossiers d'aide sociale (1982). **1965-1983**
- 10 D 127 **Services culturels** : correspondance et rapports relatifs au fonctionnement du Comité des fêtes, de la bibliothèque, du musée, de l'école de musique et des archives municipales.  
 Contient notamment une lettre de félicitation adressée à M. Romanet pour la tenue des Archives (1980), un dossier relatif à l'installation d'une exposition « Musée Air-France » (1976), une correspondance relative aux ouvrages publiés par Georges Gros (1969-1976). **1953-1980**
- 10 D 128 **Office municipal des sports** : projet de statuts. **1963**

## Représentation de la commune auprès d'organismes publics

### Régie municipale eau-électricité

- 10 D 129 Fonctionnement : procès-verbaux du conseil d'exploitation, rapports d'étude et correspondance relatifs notamment à un projet d'adduction d'eau présenté par la nouvelle municipalité (1953-1981).  
Personnel : fiches individuelles d'employés (s.d.)  
Barrage d'Étables et centrale de Porte Sachet : projet de convention de gestion, révision de la tarification de l'électricité (1955-1976).  
Fédération nationale des Collectivités concédantes et Régies : comptes-rendus de congrès nationaux (1953-1958, 1978, 1980) **1953-1981**

### Organismes dédiés au logement

- 10 D 130 **Office public d'Habitations à Loyer Modéré.** –  
 Organisation et fonctionnement de l'office, constructions et attributions de logements : correspondance de M. Jaillon avec les autres administrateurs, la Sous-Préfecture et quelques bénéficiaires ; comptes-rendus de réunions ou de visites de chantiers. **1954-1980**
- 10 D 131 **Centre d'Amélioration du Logement** : comptes-rendus d'AG et correspondance de M. Jaillon, président du CAL du Jura, avec les administrateurs de la section de Saint-Claude (1975-1981). **1970-1981**

## Syndicat Intercommunal de Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères du Haut-Jura (SICTOM)

- 10 D 132      Organisation et fonctionnement : correspondance (1970-1980)  
Usine de traitement des ordures ménagères : correspondance et rapports relatifs au choix de l'emplacement et de l'équipement de l'usine (1974-1977), pétition des habitants de Chevry contre l'implantation de l'usine sur le territoire de leur commune (1976), correspondance avec les industriel de la Zone du Plan d'acier à propos des nuisances causées par l'usine de broyage finalement choisie (1979-1981).  
Relations avec les autres syndicats : rapport de présentation du projet d'usine de traitement des ordures ménagères de la région d'Oyonnax (Ain, v. 1965), programme d'une visite du conseil municipal dans la station de traitement d'Echirolles (Isère, 1967).      **1965-1981**

## Comité local pour l'emploi du bassin Saint-Claude – Morez

- 10 D 133      Comptes-rendus de réunions, correspondance avec la Préfecture, rapports statistiques, brochure relative au fonctionnement des Comités locaux pour l'emploi.      **1979-1982**

## Suivi des affaires municipales

### Relations intercommunales

- 10 D 134      **Jumelage.** –  
Adhésion à la Fédération Mondiale des Villes Jumelées (FMVJ) : correspondance avec la fédération, délibération du Conseil municipal, certificat d'adhésion (1959-1963).  
Projets de jumelages. –  
Avec la ville canadienne d'Alma : correspondance avec la FMVJ à propos de l'adhésion de cette ville (1959-1960).  
Avec la ville anglaise de Spalding : correspondance relative à la demande faite à la FMVJ de trouver pour Saint-Claude une ville-soeur en Angleterre (1960-1961).  
Avec une ville malgache : correspondance avec la FMVJ et délibération du Conseil municipal en vue d'un jumelage de solidarité avec une ville malgache sinistrée (1959).  
Avec une ville allemande : correspondance avec la municipalité de Moosburg (Bavière) à propos d'une demande de jumelage de cette ville avec Saint-Claude (1972).  
Jumelage avec Rottenburg-am-Neckar : correspondance des Mairies et des associations d'anciens prisonniers de guerre à propos des premiers échanges entre les deux villes ainsi qu'à l'adhésion de Rottenburg à la FMVJ (1967-1973).  
Voyages à Rottenburg : discours prononcé par M. DOMAS lors d'un voyage en 1968, programme d'un séjour pour les jeunes en 1970, programme d'une série de rencontres sportives organisées

- 10 D 134 en 1975, lettre des employeurs autorisant les sportifs à s'absenter. **1959-1974**  
Documentation : brochures éditées par la FMVJ sur la cérémonie de jumelage (1959-1961), coupures de presse relatives aux différents échanges entre Saint-Claude et Rottenburg mais aussi à la coopération franco-allemande (1968-1974). **1959-1974**
- 10 D 135 **Rapprochement avec les communes voisines.** –  
Fusion avec Chaumont, Chevry, Cinquétral, Ranchette et Valfin : allocution de M. Jaillon sur la loi du 16 juillet 1971, projet de convention, correspondance avec la Sous-Préfecture et les communes concernées ; notices de renseignements sur les communes avec plans, notice historique, démographique, comptable et politique (1971-1972).  
Association avec la commune d'Avignon : correspondance, projet de convention (1978). **1971-1978**

### Affaires économiques

- 10 D 136 **Banque de France**, projet de suppression de la succursale de Saint-Claude : rapport de l'inspection de la banque à propos du bureau de Saint-Claude, lettres de protestation des syndicats d'employés, demandes d'interventions de M. Jaillon au député Henri Jouffroy et au ministre Jacques Duhamel, rapport du maire sur les conséquences de cette suppression. **1971**
- 10 D 137 **Industrie.** –  
Industrie diamantaire : correspondance avec la Société Adamas et la coopérative « Le Diamant » relative aux difficultés de l'industrie diamantaire, au projet de reconversion de la coopérative et à une possible installation de la société Adamas en République Centrafricaine (1959-1977) ; documentation sur le joaillier américain Harry Winston (1954-1959) ; compte-rendu d'une AG de la Fédération nationale de la bijouterie tenue à Saint-Claude (1967). **1954-1977**
- 10 D 138 Industrie pipière : correspondance avec les fabricants de pipes relatives à l'importation d'ébauchons de bruyère, à l'industrie pipière marocaine et au projet de dépôt d'une marque d'origine sur les pipes étrangères vendues en France. **1959-1961**
- 10 D 139 Autres activités industrielles : correspondance avec le Groupement des industries de Saint-Claude et sa région (1969-1973) et le Comptoir artisanal de vente (1963) ; correspondance avec des entreprises telles que Bourbon, Cadogan, Colin, Les Cornes Réunies, Curtil, Dalloz, Lahu, Laperrière, Manzoni-Bouchot, Marmet, Miflex, Moquin-Breuil, Monneret ; correspondance avec un inventeur suisse désireux de faire fabriquer ses nouveaux objets à Saint-Claude. **1953-1979**
- 10 D 140 Restructurations d'entreprises : dossiers de correspondance avec la direction et les syndicats relatifs aux difficultés des entreprises Réaplastic, Comoy-Verguet et Monneret. **1955-1966**

- 10 D 141 Activités syndicales : vaste correspondance avec diverses chambres syndicales patronales et ouvrières dont la Chambre syndicale des fabricants de la région de Saint-Claude ; correspondance relative à un mouvement social (1963-1964). **1954-1979**
- 10 D 142 Opérations de promotion : correspondance relative à la promotion de l'industrie san-claudienne sur les ondes et dans les journaux locaux et nationaux.  
Contient notamment quelques lettres relatives à l'enregistrement par Léon Zitrone d'une émission sur la ville (1953) ainsi qu'au passage en gare du « Train-forum PME » du journal *Les Échos* (1979). **1953-1980**
- 10 D 143 **Commerce** : correspondance avec les commerçants san-claudiens, leur union et leur président Louis Isabelle. **1953-1980**

### Affaires de police

- 10 D 144 **Correspondance** entre la Mairie et la Gendarmerie ou le commissariat de Police à propos d'infractions ou de délits commis à Saint-Claude. **1965-1980**

### Logement

- 10 D 145 **Crise du logement.** –  
Gestion de la crise : communiqué à la presse appelant les propriétaires de logements vacants (1952), enquête sur la logement des fonctionnaires (1953), correspondance avec les syndicats du bâtiment (1954), relevés de logements vacants (1957), rapport d'enquête sur les familles à reloger en priorité (1957), notes sur les permis de construire accordés depuis 1953 (1958), rapport de M. Vuillet, premier adjoint, sur « la crise du logement à Saint-Claude, ses causes, ses remèdes » (1960), notes récapitulatives sur les logements construits entre 1953 et 1963 puis 1976.  
Participation des employeurs à l'effort de reconstruction : copies de bordereaux d'envoi de chèques par des entreprises san-claudiennes (1954).  
Constitution du Comité local d'aide au logement : statuts du comité, correspondance de M. Jaillon avec la Sous-Préfecture, d'autres administrateurs et quelques bénéficiaires, comptes-rendus des premières réunions (1954-1955). **1952-1976**
- Gestion du parc locatif.** –
- 10 D 146 Union des locataires d'HLM de Saint-Claude : correspondance. **1975-1981**
- 10 D 147 Litiges : interventions de M. Jaillon dans le cadre de litiges opposant des locataires avec les organismes loueurs. **1965-1980**

### Opérations d'urbanisme

- 10 D 148 **Société d'Équipement des villes Comtoises (SODEVIC)** : transmission de comptes-rendus d'AG et de Conseils d'administration de la Société. **1967-1972**

- 10 D 149 **Quartier de la Poyat**, opération programmée d'amélioration de l'habitat : plaquette et rapport de présentation du projet, comptes-rendus de réunions de coordination, correspondance avec l'Agence des bâtiments de France. **1979-1980**
- 10 D 150 **Faubourg Marcel**, rénovations d'immeubles : plan complet de l'opération, notes sur les travaux. **1980**
- 10 D 151 **Zone d'habitation des Avignonnets**, construction : correspondance entre la Mairie, la SODEVIC, les entrepreneurs et certains propriétaires dont « les coopérateurs du Jura », avant-projet pour l'aménagement des abords Est des HLM de la gare **1965-1982**
- 10 D 152 **Zone industrielle du Plan d'Acier**, aménagement : plans du pont sur la Bienne établi par la SODEVIC, correspondance entre la Mairie, les architectes et la SODEVIC, dossier de demande de prêt de la société Miflex en vue de son installation sur la zone. **1970-1971**
- 10 D 153 **Assainissement.** –  
Réseau général : description préliminaire de travaux d'amélioration, correspondance avec les maîtres d'œuvre, compte-rendu d'une réunion de coordination.  
Village de Cinquétral : avant-projet sommaire présenté par les services techniques de la ville. **1972-1980**
- 10 D 154 **Voirie** : dossier d'étude sur les travaux effectués par la ville le long de la RN 436, correspondance relative au désenclavement de Saint-Claude et à l'aménagement de belvédères. **1967-1978**
- 10 D 155 **Autres chantiers** : correspondance entre la Mairie, les architectes et les maîtres d'œuvre. **1965-1980**

### Transports urbains

- 10 D 156 Correspondance avec la Régie Départementale des Transports du Jura (RDTJ), convention avec l'entreprise Burdeyron de Viry, plan des lignes locales, dossier de correspondance relatif à la suppression de la ligne régulière Saint-Claude-Lamoura-Mijoux. **1969-1975**

### Affaires sociales

- 10 D 157 **Situation des travailleurs immigrés.** –  
Logement des Nord-africains : note du Ministère de l'intérieur sur les Algériens logés à l'ancienne prison (1956), correspondance entre la Maire, la Sous-Préfecture et l'amicale des Nord-africains résidant dans la région de Morez relative au fonctionnement du foyer d'hébergement des travailleurs nord-africains (1955-1958).  
Questions diverses : correspondance entre la Mairie, des travailleurs étrangers et les services ou les autorités compétentes en matière d'accueil, d'aide sociale ou de naturalisation (1967-1980). **1955-1980**

- 10 D 158 **Climat social aux Avignonnets** : compte-rendu d'une réunion entre la Municipalité et les habitants à propos de la dégradation du climat social, documents de travail avec notamment une liste des habitants par nationalité. **1981**
- 10 D 159 **Associations d'aide aux personnes fragiles** : correspondance avec des associations locales d'aide aux personnes âgées, aux jeunes travailleurs et à l'enfance. **1967-1980**

### Affaires scolaires et péri-scolaires

- 10 D 160 **Vie des établissements et des centres de loisirs.** –
- École de garçons de la Montée St-Romain : notification d'exclusion d'un élève (1954).
- École du Centre : correspondance avec la Sous-Préfecture à propos de travaux dans l'école (1954), notifications d'exclusions d'élèves (1957-1958), plainte des parents d'élèves relative à l'absence d'une institutrice (1977), lettre de remerciement d'une école d'Ussac (Corrèze) après un voyage scolaire (1978), rapport sur l'aménagement d'un groupement d'aide psycho-pédagogique au sein de l'école (1980), plan de l'aménagement d'un préau, de sanitaires et d'une salle de gymnastique (s.d.).
- Groupe scolaire du Faubourg Marcel : lettre relative à l'ouverture d'une classe (1958), lettre de l'inspection académique concernant la sécurité des abords de l'école (1977), invitation au conseil d'école (1978), invitation à une réunion du Comité de parents (1979).
- École Jeanne d'Arc : liste des élèves établie dans le cadre du recensement de la population scolaire (1960), lettre de remerciement pour subvention (1981).
- École maternelle de Mouton : invitation pour la réception provisoire des travaux (1970), invitation à la fête de l'école (1978), compte-rendu d'un conseil d'école (1978).
- Groupe scolaire des Avignonnets : note sur le financement de la construction de l'école (1973), correspondance diverse (1977-1982).
- Groupe scolaire du Truchet : compte-rendu d'un conseil d'école (1978).
- Maternelle Christin : compte-rendu d'une réunion du comité de parents d'élève (1977).
- École de Chaumont : note des parents d'élèves sur la fréquentation de l'école menacée de fermeture (v. 1980).
- Collège Rosset : lettre relative aux aménagements d'horaires pour économie d'énergie (1974), procès-verbaux de conseils d'établissement (1978-1980), lettre de remerciement après échange scolaire (1978).
- Cité scolaire du Pré-Saint-Sauveur : correspondance avec l'architecte Roger MALATRAIT au sujet de la construction du lycée (1964-1970), devis et plans pour la construction des installations sportives du lycée (1967-1968), correspondance et discours de Louis Jaillon et Edgar Faure à l'occasion de **1954-1982**

10 D 160 l'inauguration de l'établissement (1969), procès verbaux de conseils d'établissement (1976-1982), correspondance diverse (1962-1982).  
Centres de loisirs : rapports et correspondance relative au fonctionnement des centres aérés san-claudien et notamment du centre aéré de Chaffardon (1963-1979). **1954-1982**

10 D 161 **Correspondance.** –  
Avec l'Inspection académique et le Ministère de l'Éducation à propos du financement des établissements, de la mise en place de la carte scolaire, de fermetures de classes ou encore l'action du Ministère Haby (1947, 1953-1981).  
Avec les associations de parents d'élèves à propos notamment de la réforme « Haby », de la médecine scolaire, des conseils d'école et des élections de représentants (1954-1980). **1947-1981**

10 D 162 Documentation : brochures sur notamment l'orientation des élèves, la doctrine d'un syndicat, les travaux d'un groupe de sociologie sur la démographie scolaire. **1956-1981**

#### Affaires culturelles

10 D 163 Correspondance avec divers acteurs et associations dont notamment les Amis du Vieux Saint-Claude, le Pipe-club et le Théâtre populaire jurassien. **1967-1980**

#### Affaires sportives

10 D 164 Équipements sportifs : correspondance et rapports relatifs à leur construction et à leur utilisation, notamment le stade de Serger, le Palais des sports et la salle polyvalente des Avignonnets (1954-1981).  
École de voile : dossier d'étude d'un projet d'ouverture d'une école municipale de voile sur le lac de Vouglans (1966-1967).  
Clubs et associations : correspondance avec notamment l'Aéro-club de Saint-Claude, le Club alpin français, le Football-club San-Claudien ou encore l'Olympic Saint-Claude" (1960-1974) **1954-1981**

#### Affaires diverses

10 D 165 Subdivision d'Électricité et Gaz de France de Saint-Claude, projet de suppression : correspondance et rapports, délibération municipale s'y opposant.  
Environnement : correspondance avec des associations de défense de l'environnement. **1966-1968**

## Affaires politiques

- 10 D 166 **Polémique liée à l'adoption d'un règlement intérieur de la piscine municipale jugé discriminatoire**  
Règlement intérieur à l'origine de la polémique, tract de défense de M. Jaillon, lettres de soutien ou d'indignation, exemplaires de nombreux journaux ayant relayé l'affaire dont *Europe-Action*, *Minute*, *L'Humanité dimanche*, *La République d'Oran*, *Droit et Liberté*. **1964**
- 10 D 167 **Affaire du bar américain accusé d'avoir refusé de servir un algérien**  
Lettre ouverte au maire, pétition, correspondance entre les protagonistes de l'affaire. **1971**
- 10 D 168 **Polémique née de la nomination d'un instituteur catholique à la tête du centre aéré de Chaffardon**  
Correspondance entre M. Grandclément, président de l'association des parents d'élèves des écoles publiques et M. Jaillon, coupures de presse relatant les prises de position de chacun, correspondance de M. Jaillon avec un avocat, documents comptables du centre aéré, communiqué de l'association des parents d'élèves des écoles publics suite à leur vœu d'ouvrir un autre centre aéré « laïc » aux Avignonnets. **1959**
- 10 D 169 **Polémique liée à une accusation de diffamation portée par l'entreprise Miflex à l'encontre d'un professeur du lycée**  
Correspondance entre les protagonistes de l'affaire, MM. Jaillon, Grandclément et Colin. **1971**

## Participation aux associations d'élus

- 10 D 170 **Association des Maires de France** : Invitations aux congrès, notes d'information (1954-1957, 1981-1982).  
**Association des Maires du Jura** : Appel à l'adhésion (1981). **1954-1982**
- 10 D 171 **Association des maires du canton de Saint-Claude**  
Statuts de l'association : Projet de statuts établi par M. Cottet-Emard, maire de Lavans-lès-Saint-Claude et conseiller général (1955)  
Assemblées générales : Convocations des maires, réponses de ceux-ci, comptes-rendus des séances (1956-1959, 1965-1967, 1969-1970, 1972, 1976, 1978) ; allocutions non datées de M. Jaillon.  
Tournées cantonales 1960 et 1978 : Invitations, notes, comptes-rendus des visites.  
Visite du pont de Villards-d'Héria : Invitations, compte-rendu (1977). **1955-1978**



# Actions en tant que président de la commission administrative de l'hôpital de Saint-Claude (1953-1985)

## Direction de l'hôpital

### Administration générale

- 10 D 172      **Réglementation** : arrêtés, décrets et circulaires transmis aux maires. – Paiements des honoraires, création des cliniques ouvertes, recouvrement des cotisations, contrôle des budgets, représentation syndicale, statut-type des personnels hospitaliers.  
**Information extérieure** : notes documentaires, rapports parlementaires et coupures de presse. – Équipement des hôpitaux, rémunération des personnels, politique hospitalière nationale, spécialisation médicale.  
Information intérieure. – Fonctionnement général de l'hôpital : rapports statistiques et d'inspection, notes de service. **1936-1979**

### Participation aux assemblées de direction

- 10 D 173-175      **Commission administrative** : ordres du jour, comptes-rendus de séances. – **1933-1982**
- 10 D 173              1933-1953
- 10 D 174              1953-1960
- 10 D 175              1961-1982
- 10 D 176      **Commission médicale consultative** : comptes-rendus de séances. **1961-1983**

### Relations extérieures

#### Correspondance

- 10 D 177      Patients : Réclamations, plaintes, demandes d'admission, requêtes diverses adressées au maire de la ville<sup>6</sup>. **1938-1983**
- 10 D 178      Autorités administratives : correspondance avec la Préfecture, la sous-Préfecture et d'autres autorités administratives.  
Contient notamment une lettre relative à l'application à l'hôpital des lois sociales de 1936 ; une note relative à l'accueil des réfugiés espagnols (1939) ; une lettre-type préparée par le maire de St-Claude pour informer ses collègues des difficultés rencontrées par l'hôpital en temps de guerre (1940) ; un règlement concernant la naturalisation d'infirmières suisses (1951-1953) ; le compte-rendu d'une enquête de police relative à des vols commis à l'hôpital (1956) ; deux lettres adressées au directeur de cabinet du Ministre de la Santé pour obtenir le reclassement de l'hôpital en 5<sup>e</sup> catégorie (1956) ; un échange de lettres relatif au « malaise persistant

---

6 Dossier incommunicable avant 2033 par mesure de protection de la vie privée.

- entre le Directeur de la santé et la commission administrative » (1957) ; **1936-1976**  
un échange de lettres avec le maire de St-Julien-en-Genevois à propos des problèmes relatifs au personnel hospitalier en zone frontalière (1976).
- 10 D 179 Autorités sanitaires : correspondance avec la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (DDASS) et d'autres autorités sanitaires.  
Contient notamment des échanges de lettres relatives au fonctionnement des hôpitaux d'Oyonnax, (1939), Dole-Saint-Ylie (1973), Besançon (1975) et Morez (1981) ; à la « campagne du froid » de l'hiver 1954 ; à la mise en place de la carte sanitaire (1973-1974), à la limitation des dépenses (1974-1979) et à la nomination de M. Jaillon en tant que membre du Conseil de Santé Mentale de Secteur (1977). **1937-1981**
- 10 D 180 Caisses d'assurance sociale : correspondance avec l'Union des caisses primaires d'assurance sociale du Jura, la Caisse régionale de sécurité sociale de Bourgogne-Franche-Comté et la Caisse primaire d'assurance maladie du Jura.  
Correspondance relative à la fixation de nouveaux tarifs de responsabilité pour les hospitalisations (1939) ; à la signature d'une convention entre la caisse régionale et l'hôpital pour la tarification des hospitalisations (1950) ; aux difficultés financières ainsi qu'aux installations téléphonique et informatique de l'hôpital (1975-1981). **1939-1981**
- 10 D 181 Organisations mutualistes : correspondance avec l'Union mutuelle du Haut-Jura, la Familiale populaire du Jura et l'Union des sociétés mutualistes du Jura.  
Correspondance relative notamment au refus par l'Union mutuelle de la création d'une clinique ouverte au sein de l'hôpital et aux questionnements suscités chez La Familiale par cette création (1954-1955). **1938-1981**
- 10 D 182 Entités privées : correspondance avec des associations et des entreprises.  
Lettres diverses envoyées par des associations telles que celle des donneurs de sang de Saint-Claude, des travailleurs aveugles, pour l'action sociale en faveur de la vieillesse ou encore pour une meilleure assurance sociale ; lettres de présentations d'offres de services ou de produits par des entreprises. **1955-1980**
- 10 D 183 **Représentation de l'hôpital auprès des groupements inter-hospitaliers, comptes-rendus de réunions. –**  
Groupement inter-hospitalier de secteur (1979-1981)  
Comité régional des œuvres et institutions sociales (1961)  
Commission régionale d'hospitalisation (1979-1980)  
Intergroupe santé du CESR (1979-1981)  
Union hospitalière du Sud-Est (1936-1983) **1936-1983**
- 10 D 184 **Relations avec la clinique Sainte-Anne. –**  
Création de la clinique ouverte : correspondance de la présidence de l'hôpital relative à son ouverture et à son installation de le « Nouvel Hôtel » (1950-1959).  
Obtention d'un agrément sanitaire pour l'ouverture d'un service "médecine" : correspondance relatant l'action intentée par la Mairie pour protester contre cette obtention (1957-1958).  
Reprise puis fermeture de la clinique : correspondance relative aux différents projets de reprise de la clinique (fusion des

maternités, rachat du bâtiment, embauche du personnel) proposés par la Mairie, avant la fermeture définitive de la clinique (1972-1979).

1950-1979

## Gestion du personnel

### Effectifs

10 D 185 **Gestion** : listes nominatives du personnel (1940, 1956, 1974, 1977), tableaux de répartition des effectifs (1977, 1979, 1981).  
**Rémunération** : tableaux récapitulatifs des honoraires (y compris en nature) des personnels hospitaliers (1925, 1936, 1949, 1978), dossier de correspondance entre la direction de l'hôpital et les médecins à temps partiel propos du paiement de leurs honoraires (1974). 1925-1981

### 10 D 186-188

#### Recrutement.

10 D 186 Réception des candidatures à la direction de l'hôpital. 1962-1976

10 D 187 Candidatures déposées par des docteurs  
Docteurs El-Banid-Glath, Lemoine, Bertsch, Theveniaux, Courillon, Morat-Levin, Vercoustre, Grenet, Fourquet, Chabroud, Estival, Kaplan. 1973-1979

10 D 188 Autres demandes d'emploi (classement chronologique)  
Contient notamment une correspondance relative au recrutement d'infirmières suisses (1938), de nombreuses demandes de placement d'internes des hôpitaux, d'infirmières ou de personnel technique. 1938-1981

### Correspondance avec le personnel

### 10 D 189-199

#### Personnel administratif (classement nominatif)

10 D 189 Exercice de Mlle Gillieron, directrice.  
Il y est notamment question du départ à la retraite, bien au-delà de l'âge légal, de cette infirmière en chef de nationalité suisse<sup>7</sup>. 1935-1955

10 D 190 Départ de M. Rousselet, rédacteur.  
Une lettre de remerciement pour bons et loyaux services. 1946

10 D 191 Exercice de M. Ecuivillon, directeur-économiste.  
Il y est notamment question de la mise en cause, par un rapport administratif présent dans le dossier, de sa gestion de l'hôpital. 1946-1950

10 D 192 Exercice de M. Massai, commis puis sous-économiste.  
Il y est notamment question de sa promotion au sein de l'hôpital. 1949-1953

10 D 193 Exercice de M. Deslandes, directeur.  
Mises en cause elles aussi dans un rapport de la direction départementale de la population, les méthodes de gestion appliquées par M. Deslandes seront l'objet d'attaque de la part du parti socialiste. S'en suivra une polémique à laquelle prit part M. Jaillon et dont la correspondance, ainsi que des coupures de presse, rendent compte ici. 1951-1953

---

7 Une lettre lui étant adressée et relative à son embauche est conservée dans 3Q1/c (documentation)

10 D 194	Exercice de M. Walquemanne, directeur-économiste. Outre un aperçu des questions traitées par M. Walquemanne au cours de son long exercice, il est ici aussi question de différends ayant opposé le directeur à Mlle Gillieron et surtout à M. Massai, au point de déclencher une véritable « affaire » débutée par voie de presse, poursuivie par une enquête policière et terminée par un blâme.	<b>1953-1962</b>
10 D 195	Départ de M. Parnet, directeur. Lettre de l'intéressé expliquant les raisons de son départ. Correspondance relative à son remplacement.	<b>1973</b>
10 D 196	Exercice de Mlle Gaillard, directrice. Une des correspondances les plus complètes depuis les premiers échanges de lettres, avant même sa prise de fonction, entre Mlle Gaillard et M. Jaillon, jusqu'à son départ pour la Savoie.	<b>1973-1976</b>
10 D 197	Exercice de M. Grosjean, économiste. Correspondance relative à la mutation et à l'avancement de M. Grosjean.	<b>1973-1979</b>
10 D 198	Départ de M. Pierre, économiste. Après avoir obtenu le concours de directeur de 5 <sup>ème</sup> classe des hôpitaux publics, M. Pierre demande, et obtient, sa mutation à Lure.	<b>1974</b>
10 D 199	Exercice de M. Pourcelot, directeur. Une correspondance assez complète depuis le dépôt de sa candidature jusqu'à son inscription sur la liste d'aptitude de la 2 <sup>e</sup> classe des personnels de direction, annonçant son départ.	<b>1976-1983</b>
<b>10 D 200-213</b>	<b>Personnel médical (classement nominatif)</b>	
10 D 200	Affectation du Dr. Sigaux, chirurgien. Affecté à Lons-le-Saunier, le docteur Sigaux reçoit, à la demande du maire de la ville, l'autorisation de venir opérer à Saint-Claude en remplacement du docteur Bérard, chirurgien à Oyonnax, contraint à prendre plusieurs mois de repos.	<b>1940</b>
10 D 201	Activités du Dr. Chemelle, radiologue, médecin-chef. Vaste correspondance relative, outre au fonctionnement du service de radiologie, à des litiges, dont un sera porté par M. Jaillon jusque devant la Chambre, ayant opposé le Dr. Chemelle à certains de ses patients.	<b>1945-1977</b>
10 D 202	Activités du Dr. Delarbre, chirurgien, directeur de la clinique Sainte-Anne. Correspondance relative notamment à la création de la clinique ouverte, devenue clinique Sainte-Anne, ainsi qu'à un litige entre le docteur et l'hôpital au sujet de la direction de la maternité.	<b>1947-1982</b>
10 D 203	Départ du Dr. Berty. Lettre de remerciement pour ses remplacements occasionnels du Dr. Thomas.	<b>1961</b>
10 D 204	Activités du Dr. Thomas, chef de service de chirurgie et de maternité. Correspondance relative notamment au règlement des consultations externes de chirurgie et au fonctionnement du service de radiologie du Dr. Chemelle.	<b>1961-1982</b>
10 D 205	Activités du Dr. Guy, chef du service de néphrologie. Correspondance relative notamment à la création au sein de l'hôpital d'un service d'hémodialyse.	<b>1973-1975</b>
10 D 206	Activités du Dr. Mazuet, médecin-chef.	<b>1973-1980</b>

	Courte correspondance dans laquelle il est notamment question d'un litige entre le Dr. Mazuet et une patiente.	
10 D 207	<b>Activités du Dr. Buffet, chef de la maternité.</b> Correspondance assez complète dans laquelle il est surtout question de la situation précaire de l'intéressé au sein de l'hôpital.	<b>1974-1977</b>
10 D 208	<b>Démission du Dr. Chapuis, pédiatre à temps partiel.</b> Lettre de démission.	<b>1976</b>
10 D 209	<b>Activités du Dr. Senez, gynéco-obstétricien.</b> Lettres de candidature et de démission.	<b>1977-1978</b>
10 D 210	<b>Activités du Dr. Perat, pédiatre, chef de service.</b> Correspondance relative notamment à la réorganisation du service pédiatrique.	<b>1977-1983</b>
10 D 211	<b>Drs. Meinier et Petrolese.</b> Correspondance relative à leur reconduction en tant, respectivement, que vice-président et membre du Conseil d'administration de l'hôpital.	<b>1978</b>
10 D 212	<b>Activités du Dr. Pracht, gynéco-obstétricien.</b> Correspondance relative à la candidature du médecin, à son intégration puis à ses plaintes concernant ses conditions de travail.	<b>1978-1980</b>
10 D 213	<b>Démission du Dr. Dalloz.</b> Échange de lettres relatif au départ du médecin pour Lyon.	<b>1979</b>
10 D 214	<b>Autre personnel soignant ou technique :</b> plaintes et requêtes relatives à des avancements, des rémunérations ou des mutations de personnel.	<b>1938-1982</b>

#### Organes de représentation

10 D 215	<b>Comité technique paritaire :</b> Ordres du jour, comptes-rendus de séance. 1956-1977 : pièces éparses ; 1978-1983 : collection complète.	<b>1956-1983</b>
10 D 216	<b>Syndicats,</b> tracts et correspondance. – Syndicat départemental des hospitaliers du Jura ; Fédération des personnels des services publics et des services de santé "Force Ouvrière" ; Syndicat départemental des services de santé et services sociaux du Jura, section de la Confédération française démocratique du travail ; Syndicat national des cadres hospitaliers ; Fédération nationale des personnels retraités de l'État ; Intersyndicale C.F.D.T.-F.O. Affaires diverses. – Conflit entre les infirmières syndiquées (C.F.T.C.) et Mlle Gillieron, infirmière-chef ; licenciement de Willy Wandekam, ouvrier allemand ; suppression du caractère férié du jour de la fête patronale ; non renouvellement du contrat de M. l'Abbé Buatois ; sanction de M. et Mme Leture ; grève du personnel médical.	<b>1956-1982</b>
10 D 217	<b>Conseil de discipline :</b> correspondance relative à des sanctions disciplinaires, procès-verbaux des conseils <sup>8</sup>	<b>1982-1983</b>

<sup>8</sup> Dossier incommunicable avant 2033 par mesure de protection de la vie privée.

## Services hospitaliers

- 10 D 218 **Pavillon de traitement des tuberculeux.** –  
Bâtiment, reconstruction : plans de l'architecte André David (1948). Service, fonctionnement : correspondance relative à l'ouverture puis à la réorganisation du service (1927-1956), liste des patients (1957). **1927-1957**
- 10 D 219 **Service de médecine,** réorganisation : correspondance. **1982-1983**
- 10 D 220 **Maternité.** –  
Locaux, modernisation : plans de l'avant-projet (1947). Service, fonctionnement : correspondance (1950-1956) ; restructuration : correspondance (1978-1980). Personnel, professionnalisation : comptes-rendus des réunions du "Comité pour l'installation de spécialistes à l'hôpital" (1975-1976).  
Il est notamment question, dans la correspondance, de l'application des méthodes d'accouchement sans douleur. **1947-1980**
- 10 D 221 **Maison de retraite de Chaffardon.** –  
Bâtiment, construction : plans (par Roger Malatrait, v. 1956), correspondance (1954-1961) ; inauguration ministérielle : coupure de presse (30 décembre 1960). Service, fonctionnement : correspondance, demandes d'admission (classement chronologique, 1955-1981). **1954-1981**
- 10 D 222 **Service d'hémodialyse.** –  
Rein artificiel, installation : correspondance (classement chronologique par année, 1971-1974).  
Contient notamment une série de lettres, accompagnées de coupures de presse et d'extraits des délibérations du Conseil municipal, relatives à un article de M. Grenier-Soliget, conseiller municipal, dénonçant le retard pris dans l'installation du service (1972-1974). **1971-1974**
- 10 D 223 **Services annexes.** –  
Pharmacie, nomination et rémunération du gérant : dossier de correspondance (1951).  
Service d'aide médicale urgente (SAMU), implantation : correspondance.  
Il s'agit là d'une invitation adressée au maire pour participer à un déjeuner-débat organisé dans l'attente de l'implantation d'une antenne du SAMU de Lons-le-Saunier à Saint-Claude (1982). **1951-1982**

## Travaux et équipement

- 10 D 224 **Équipement hospitalier.** –  
Ambulances, achat : plans (v. 1939) et devis (1970). Matériel frigorifique, fourniture : devis (1953, 1979). Matériel radiologique, amélioration : dossier de correspondance (1970). **1939-1970**
- 10 D 225 **Chaufferie,** installation et maintenance : coupures de presse, correspondance (1953, 1958, 1968-1969). **1953-1969**

- 10 D 226 **Modernisation des bâtiments.** –  
Projets d'agrandissement : avant-métrés, plans, devis et rapports explicatifs établis par le cabinet d'architectes David (1948, 1954-1957, 1970). **1948-1970**
- 10 D 227 Projets de modernisation, étude et financement : correspondance (classement chronologique). **1932-1978**
- 10 D 228 Restructuration d'ensemble : plan directeur original avec plans et rapport de présentation établis par la Société centrale immobilière de la Caisse des Dépôts. **1988**

## Comptabilité - Finances

- 10 D 229 **Prix des journées d'hospitalisation**, calcul annuel : tableaux des prix de revient des hospitalisations, rapports et tableaux de prévision et de fixation des prix des journées d'hospitalisation (1929, 1939-1940, 1950-1954, 1957-1960, 1964-1969, 1973, 1975, 1977, 1981). **1929-1981**
- 10 D 230 **Budget général**, préparation et contrôle : budgets primitifs, tables de vérifications des écritures, budgets supplémentaires (1953-1958, 1966-1968, 1977-1982) ; pièces comptables et rapports administratifs relatifs au budget (pièces éparses, 1948-1952). **1948-1982**
- 10 D 231 Recettes et dépenses de l'hôpital. – Dons, legs, subventions et emprunts : dossier de correspondance (1937-1983). Fournitures diverses : lettres isolées (1936, 1938, 1959).  
 Il s'agit notamment d'un devis pour les fournitures alimentaires réalisé par la coopérative La Fraternelle. **1936-1983**

## Assurances et contentieux

- 10 D 232 **Assurance hospitalière** : modèles de police d'assurance établis par la « Société hospitalière d'Assurances mutuelles » et la société fédérative d'assurance « La participation ». **1939**
- 10 D 233 **Affaires litigieuses.** –  
 Laboratoire hospitalier, sur-cotation des examens : dossier de correspondance (1982-1983). Transports ambulanciers, financement, remboursement : dossiers de correspondance (1972-1980). **1972-1983**

**Troisième partie :**

**Activités du militant**  
**politique**





## Élections et consultations

### Élections présidentielles

- 10 D 234      **Scrutin de 1965** : Prise de position de André Socié en faveur du candidat Mitterrand.  
**Scrutin de 1969** : Prise de position de M. Jaillon en faveur du candidat Poher, correspondance avec les soutiens du candidat, documentation électorale dont une affiche.  
**Scrutin de 1981** : demandes de soutien ou de parrainage de l'ensemble des candidats. **1965-1981**

### Élections législatives

- 10 D 235      **Scrutins de 1956, 1958, 1962, 1968 et 1973** : professions de foi, soutien du M.R.P., demandes de prise de position, programmes des réunions électorales, lettres de soutien et de félicitation, récapitulatifs des résultats.  
**Scrutin de 1981** : lettre de soutien à Jean Charroppin. **1955-1981**

### Élections sénatoriales

- 10 D 236      **Scrutins de 1955 et 1959** : professions de foi, tableaux des résultats.  
Le scrutin de 1955 visait à élire les membres du Conseil de la République. **1955-1959**

### Élections régionales

- 10 D 237      **Scrutin de 1976** : déclaration de candidature. **1976**

### Élections cantonales

- 10 D 238      **Scrutins de 1958, 1970 et 1982** : professions de foi, demandes de soutien au M.R.P., programme des réunions électorales, tableaux des résultats. **1958-1982**

### Élections municipales

- 10 D 239      **Scrutins de 1953, 1959, 1965 et 1971** : listes présentées, professions de foi, bilan des réalisations, lettres de félicitation **1953-1971**

### Référendums du 28 septembre 1958

- 10 D 240      **28 septembre 1958** : prise en position en faveur du Oui, réponse à un article de *L'Humanité*, correspondance avec le président du M.R.P. jurassien M. Mégard, documentation.  
**8 janvier 1961** : coupures de presse. **1958-1961**

## Activités militantes

### À la tête du *Jura économique, politique et social* (J.E.P.S.)

- 10 D 241      **Rédaction** : maquette provisoire, brouillons d'article.  
**Diffusion** : listes des abonnés potentiels, demandes de renseignements ou de soutien.  
**Collection complète** du journal du n°1 au n°12. **1960-1962**

## Au sein des partis centristes

10 D 242

**M.R.P. :** Comptes-rendus de congrès et de réunions, correspondance avec l'encadrement (1956-1960)

**Centre démocrate :** Comptes-rendus des travaux de la fédération du Jura, correspondance avec l'encadrement, documentation sur les travaux du groupe parlementaire, correspondance et documentation sur les candidatures de Jean Lecanuet (1970-1974).

**1956-1974**

**Quatrième partie :**  
**Archives personnelles**



- 10 D 243 **Archives de M. Jaillon.**  
Correspondance relative notamment à l'adhésion de M. Jaillon au Rotary club de Saint-Claude et à sa relation avec J.-P. Salvat, directeur du *Courrier*. Documentation *Le Jura français*. Interventions personnelles en faveur de membres de sa famille. Archives comptables et professionnelles relatives notamment à la gestion de l'Hôtel du Globe ainsi qu'à l'activité syndicale de M. Jaillon à la tête du Groupement de défense des artisans, petits industriels et commerçants de Saint-Claude. **1950-2000**
- 10 D 244 **Archives de M. Roberge**, secrétaire particulier de M. Jaillon de 1958 à 1961 et maire de Vaux-lès-Saint-Claude : interventions en faveur d'habitants du village, correspondance diverses. **1959-1961**
- 10 D 245 **Documentation diverse. –**  
Documentation à caractère politique dont des publications de l'Agence Française d'Information et de Documentation (AFID) et des numéros d'*Actions civiques et politiques* (1959-1983).  
Magazines ou publications destinés aux élus locaux dont des numéros de *Communes Modernes*, *France-Régions* et *Démocratie locale* (1967-1982).  
Presse d'information dont des numéros de *Combat*, du *Monde*, du *Courrier*, ou encore de *Signes des temps* (1958-1981).  
Presse régionale : articles du *Jura français* relatifs au percement du tunnel de la Faucille (1957) ainsi qu'à la personnalité de M. Gentier, ancien secrétaire-général de la revue (s.d.). **1957-1983**
- 10 D 246 Historique du classement du fonds 10 D (ajout 10.2013)** **2004-2013**



# INDEX





# **Annexes**



**Notices de description  
archivistique établies sur la  
base de la norme ISAD (G)**



## **Sous-série 10 D : Archives du cabinet du député-maire Louis Jaillon (1925-2000)**

### **Identification**

**Référence :** FR AC 39478 / 10 D 1-245

**Intitulé :** Archives du cabinet du député-maire Louis Jaillon (1953-1985)

**Dates :** 1925-2000

**Niveau de description :** Sous-série

**Importance matérielle :** 9,15 mètres linéaires / 85 boîtes

### **Contexte**

#### **Nom du producteur**

Louis Jaillon

#### **Histoire administrative / Notice biographique**

Louis Jaillon est né à Saint-Claude le 28 avril 1916. Fils d'un imprimeur tenancier de l'Hôtel du Globe, diplômé de l'école supérieure de commerce de Clermont-Ferrand, mobilisé en 1939 dans les forces aériennes, il est entré au Conseil municipal de la cité haut-jurassienne en 1947.

Militant centriste, il adhère au Mouvement Républicain Populaire (M.R.P.) dès sa création en 1944 et se présente trois ans plus tard aux élections municipales sur une « liste d'action familiale et populaire » soutenue par le mouvement.

Élu maire en 1953, il a effectué en tout cinq mandats avant de démissionner au cours du sixième, en 1985 (ce qui fera de lui le détenteur du record de longévité de tous les maires de Saint-Claude depuis la Révolution), Louis Jaillon connut deux échecs électoraux en 1951 et 1955 avant d'être finalement élu député en novembre 1958, réussissant l'exploit de battre au second tour Edgar Faure, ancien Président du Conseil et figure locale du parti radical. Un exploit qu'il réitérera cinq ans plus tard avant d'être à nouveau battu par celui qui restera son "meilleur" adversaire.

Défenseur des petites et moyennes entreprises (P.M.E.) dont il intègre le groupe d'amitié parlementaire dès son arrivée au Palais Bourbon, il présidera un temps le syndicat des hôteliers-restaurateurs de l'arrondissement de Saint-Claude avant de se consacrer entièrement à sa carrière politique. Membre du groupe parlementaire des Républicains populaires et du Centre démocratique, il se montrera un ardent défenseur de la construction européenne, de la coopération transatlantique, du développement des jumelages intercommunaux, de la réforme fiscale basée sur l'impôt sur l'énergie ou encore des porteurs d'emprunts russes au sein de diverses associations parlementaires et de la commission des finances où il siègera durant ses deux mandats législatifs.

Élu pour la première fois au Conseil général en 1958, Louis Jaillon représentera le Haut-Jura dans à peu près tout ce que le département et la région compteront d'assemblées et d'organismes de « développement ». Membre du Comité d'Expansion économique du Jura (COMEX), de la Commission de Développement Régional (CODER), de la Commission délégué du Conseil régional puis du Conseil régional à proprement parler dont il assurera même la vice-présidence, il intégrera tout à tour les conseils d'administration et les bureaux de l'Office HLM du Jura, de l'Agence régionale pour l'Emploi, du Comité départemental d'aide au logement, du comité syndical du Parc naturel régional du Haut-Jura ou encore de la Société coopérative d'HLM *La Maison pour tous*.

Président de la commission des affaires sociales du Conseil général du Jura, il sera encore nommé en qualité de conseiller technique auprès de la présidence du Conseil régional chargé des politiques de montagne puis élu vice-président du Conseil général juste après sa démission de la Mairie de Saint-Claude en 1985.

### **Historique de la conservation**

La sous-série regroupant les archives du cabinet du député-maire Louis Jaillon est entrée aux Archives municipales au début des années 1980, au moment du départ de Louis Jaillon de la Mairie. Arrivée à l'état de vrac partiel (outre des pièces éparses, la sous-série comprenait dès l'origine de nombreux dossiers constitués par les secrétaires de M. Jaillon), elle est restée en déshérence jusqu'au début des années 2000 lorsqu'elle fit l'objet de deux opérations successives de pré-classement ayant consisté à déterminer, quand cela fut possible, le mandat à la faveur duquel chaque dossier d'archives constitué avait été produit.

En 2013, à l'occasion d'un stage effectué par un étudiant en archivistique de l'Université Jean Moulin de Lyon, elle a fait l'objet d'un classement complet.

### **Modalités d'entrée**

L'entrée du fonds dans le service des archives n'ayant fait l'objet d'aucune déclaration légale, et les protagonistes de cette entrée étant aujourd'hui disparus, il est difficile d'en déterminer les modalités.

Pour les archives publiques, communales ou non, on peut parler d'un versement même si ce dernier n'a pas fait l'objet d'un bordereau.

Pour les archives privées de MM. Jaillon et Roberge, on pourrait parler d'un dépôt, même si là encore, aucun contrat n'a été signé.

## **Contenu et structure**

### **Présentation du contenu**

Dans son ensemble, le fonds se présente comme une immense correspondance (M. Jaillon n'ayant manifestement pas conservé, sur son bureau, de dossiers « techniques ») accompagnés de quelques documents imprimés tels que des comptes-rendus de réunions des nombreux organismes dont l'élu local a fait partie.

Le fonds d'archives rend donc compte des activités de l'élu à travers les interventions qu'il aura effectuées en faveur de particuliers, de professionnels ou d'autres élus ; les dossiers qu'il aura particulièrement suivis tant au niveau national que régional, départemental ou communal ; ainsi qu'au sein de la multitude d'organismes ou d'associations auxquels il a pris part, groupes politiques, associations d'élus, organismes de développement régional, organismes de logement ou d'équipement départementaux et municipaux...

Par ailleurs, une petite partie du fonds est constituée d'archives personnelles et privées relatives d'une part à l'activité politique du militant, et d'autre part à sa vie privée et professionnelle, à travers notamment quelques pièces comptables de l'hôtel du Globe dont M. Jaillon était propriétaire.

### **Évaluation, tris et éliminations**

Considéré depuis son entrée aux Archives comme un fonds patrimonial, le fonds Jaillon avait vocation à être conservé dans son intégralité. Cependant un traitement archivistique fin permet d'identifier essentiellement deux types de documents dont la conservation ne s'avérait ni utile ni souhaitable.

Il s'agit tout d'abord des documents imprimés reçus par M. Jaillon pour information et qui sont soit présents en grand nombre alors qu'ils occupent déjà une place importante dans les fonds communaux (les procès-verbaux de conseil municipal par exemple), soit isolés et ne comportent aucune note qui puisse leur conférer un véritable intérêt dans le cadre du fonds d'archives d'un

homme politique (comptes-rendus de séances d'assemblées ou journaux officiels notamment).

Par ailleurs, ont été également éliminés les doubles des courriers envoyés qui avaient été systématiquement conservés par les secrétaires entre 1963 et 1981 ; des courriers présents pour la plupart sous d'autres formes (originaux ou copies) à l'intérieur même du fonds, le plus souvent accompagnés de leurs réponses. Pour conserver malgré tout un aperçu exhaustif de l'ensemble des lettres envoyées par un homme politique tel que M. Jaillon durant une année, un échantillonnage a été réalisé, les années 1963, 1968, 1973 et 1978 ayant été sauvegardées. Ces éliminations, ajoutées à celle d'autres doubles repérés au fil du classement, ont elles aussi permis de libérer l'équivalent d'un mètre linéaire de rayonnage

### **Accroissements**

Fonds clos

### **Mode de classement**

Du point de vue de sa structure, la sous-série telle qu'elle a été classée est organisée autour de quatre grandes parties reflétant chacune une partie des activités ou des fonctions exercées par Louis Jaillon en tant qu'élu, homme politique ou personne privée.

Une première partie regroupe les archives reflétant les actions conduites par M. Jaillon dans le cadre de ses différents mandats électoraux.

Des archives classées d'abord en fonction des types de mandats considérés (député, conseiller régional, conseiller général et maire) puis, à l'intérieur de chaque mandat entre les archives « parlementaires » produites par M. Jaillon dans le cadre de sa participation aux différentes assemblées délibérantes (Assemblée nationale, conseils régional, général et municipal) et à leurs émanations directes (comités et commissions) ; les dossiers thématiques constitués au fur et à mesure du « suivi des affaires », y compris politiques, tant au niveau local que national ; et les documents reçus ou élaborés dans le cadre de participations à des organismes tiers (offices ou établissements publics, associations, groupes d'influence, etc...), organismes associés aux mandats en fonction de leur échelon géographique d'intervention.

Une deuxième partie, moins volumineuse mais très intéressante, regroupe les archives « politiques » reflétant surtout les engagements de M. Jaillon à la tête d'un petit journal d'opinion (dont une collection complète est ici conservée) et au sein des partis centristes (dont le Mouvement Républicain Populaire, M.R.P.).

Une troisième partie regroupe quant à elle les archives « personnelles » de M. Jaillon, des archives produites dans un cadre professionnel (Louis Jaillon était notamment propriétaire d'un hôtel) ou familial.

Une quatrième partie enfin, plus généraliste et donc placée en tête de la sous-série, regroupe un grand nombre de courriers envoyés et reçus, classés de manière chronologique, ainsi que l'ensemble des échanges de lettres, classés de manière thématique, relatives à des demandes d'interventions adressées par des particuliers, des entreprises ou des associations, à M. Jaillon en vertu de son statut d'homme public influent acquis au fil des ans.

### **Conditions d'accès et d'utilisation**

#### **Conditions d'accès**

Dans la mesure où, d'une part les archives privées contenues dans la sous-série (archives personnelles et politiques) n'ont fait l'objet de la signature d'aucun contrat de dépôt qui aurait pu restreindre leur communicabilité et où, d'autre part, les archives publiques (dossiers traités par l'élu dans l'exercice de ses fonctions) sont librement communicables de droit, la sous-série est



accessible dans son ensemble sans restriction.

Dans le cadre des mesures de protection de la vie privée prévues par la loi du 5 juillet 2008 relative aux archives, six articles seront cependant inaccessibles jusque 2021, 2031 ou 2032, c'est-à-dire cinquante ans après l'écriture des plus récents de leurs documents, relatifs notamment à des demandes d'aide sociales, contenant des jugements de valeur ou des informations médico-sociales sur des personnes nominativement citées. Ces articles sont mentionnés dans l'inventaire.

### **Conditions de reproduction**

Reproduction libre dans les limites fixées par le règlement intérieur des Archives municipales de Saint-Claude.

### **Langue et écriture des documents**

La majeure partie du fonds est constituée de documents écrits en français, quelques lettres comportent cependant des passages (traduits) en anglais, allemand et italien ; une coupure de presse en suédois (élection 1958).

### **Caractéristiques matérielles et contraintes techniques**

Les documents sont en bon état hormis quelques pièces fragiles produites notamment dans l'immédiat après-guerre.

### **Instruments de recherche**

Répertoire numérique détaillé.

## **Sources complémentaires**

Comme la sous-série 10 D rassemble les archives d'un élu, les fonds des assemblées dans lesquelles ce dernier a siégé leur sont bien entendu complémentaires, de même que les archives classées dans les séries alphanumériques des archives nationales, régionales, départementales et communales, que les chercheurs pourront mettre en regard des dossiers thématiques constitués à l'intérieur de la sous-série (les séries T des AD du Jura et 3R des AM de Saint-Claude seront par exemple à rapprocher des articles 10 D 97 et 160 à 162 relatifs au suivi par M. Jaillon des affaires scolaires au niveau départemental et communal).

Parallèlement, un certain nombre de fonds privés conservés à Paris, à Montmorot (aux AD du Jura) et à Saint-Claude paraissent pouvoir apporter un éclairage intéressant sur les informations contenues dans la sous-série.

Il s'agit notamment, pour les archives nationales, du fonds d'archives du M.R.P., fonds 350 AP conservé au Centre d'Histoire de Sciences Po à Paris, ainsi que du fonds d'archives d'Edgar Faure, fonds 505 AP des Archives nationales (site de Paris).

À Montmorot, aux AD du Jura, il s'agit notamment des fonds des parlementaires jurassiens René Feit et Pierre Jembrun (71 et 78 J), du fonds de l'Union Force Ouvrière de Saint-Claude (43 J), du fonds de l'entreprise Dalloz de Saint-Claude (37 J), du fonds de la coopérative ouvrière Le Diamant de Saint-Claude (29 J), du fonds du Théâtre populaire jurassien (28 J), du fonds d'archives du journaliste sanclaudien et ami de M. Jaillon Jean-Pierre Salvat (103 J), du fonds de l'Association de Développement et d'Aménagement du Haut-Jura et du Syndicat Intercommunal de Développement d'Aménagement du Haut-Jura (ADAHJ – SIDAHIJ, fonds 143 J), ainsi encore que du versement 2284 W du SIVOM de Saint-Lupicin.

Enfin à Saint-Claude, les fonds d'entreprises et de syndicats conservés à la Maison du Peuple.

## **Contrôle de la description**

Notice établie, selon les prescriptions de la norme ISAD(G), par Thibaud DULAC, étudiant en master 2 « métiers des archives » à l'Université Lyon III, stagiaire aux Archives municipales de Saint-Claude, le 1<sup>er</sup> août 2013.

# « Groupe de dossiers » de la présidence de la commission administrative de l'hôpital de Saint-Claude

## Identification

**Référence** : FR AC 39478 / 10 D 172-234

**Intitulé** : Présidence de la Commission administrative de l'Hôpital de Saint-Claude (1953-1985)

**Dates** : 1925-1983

**Niveau de description** : Groupe de dossiers

**Importance matérielle** : 0,85 mètres linéaires / 9 boîtes

## Contexte

### **Nom du producteur**

Cabinet du député-maire Louis Jaillon.

### **Histoire administrative / Notice biographique**

En tant que maire de la ville de Saint-Claude entre 1953 et 1985, Louis Jaillon fut, durant la même période, président de droit de la commission administrative de l'hôpital de la ville. C'est dans le cadre de cette fonction, à laquelle M. Jaillon accorda une importance toute particulière, que de nombreuses archives furent produites par le cabinet du député-maire.

### **Historique de la conservation**

Ce groupe de dossier est entré aux Archives municipales en même temps que l'ensemble du fonds dont il fait partie.

Partiellement classé en amont par les secrétaires qui en ont eu la charge, le groupe a fait l'objet, en 2003, d'un premier traitement archivistique spécifique avant d'être classé avec l'ensemble du fonds.

### **Modalités d'entrée**

A l'instar de l'ensemble des archives publiques présentes dans le fonds du cabinet de M. Jaillon, ce groupe de dossier est entré aux archives au moment du départ du maire sans bordereau de versement. On considérera cependant qu'il s'agissait bien alors d'un versement puisqu'au terme de la législation en vigueur, « *les dossiers traités par un élu dans l'exercice de ses fonctions publiques* » sont publics<sup>9</sup>.

## Contenu et structure

### **Présentation du contenu**

Ce groupe de dossiers, comme du reste l'ensemble des archives du cabinet, se présente sous la forme d'une vaste correspondance à laquelle viennent s'ajouter quelques comptes-rendus de réunions tant de la commission administrative dont M. Jaillon assurait la présidence que d'autres organismes liés à l'hôpital.

Couvrant une large période débutant avant même la prise de fonction de M. Jaillon en 1953 (certaines pièces ayant été conservées pour information par le cabinet), il offre une belle vue d'ensemble sur le développement de ce petit hôpital-hospice communal devenu centre hospitalier d'envergure cantonale voire régionale.

---

<sup>9</sup> Instruction DAF/DPACI/RES/2009/018 relative au tri et à la conservation des archives produites par les services communs à l'ensemble des collectivités territoriales (communes, départements et régions) et structures intercommunales, p. 23

Artisan de ce développement, Louis Jaillon, dont l'hôpital porte aujourd'hui le nom, participa non seulement aux réunions de direction (dont les procès-verbaux sont présents dans le sous-fonds) mais prit surtout part à tous les projets d'équipement, de modernisation et de professionnalisation de l'hôpital, entretenant une correspondance nourrie avec le personnel (administratif autant que médical), les autorités (administratives et sanitaires) ou encore avec les patients, pour qui il joua souvent le rôle de médiateur en cas de litige.

Le groupe de dossiers de la présidence de l'hôpital présent dans le fonds du cabinet de M. Jaillon contient donc non seulement de riches informations sur le fonctionnement de l'hôpital mais aussi sur la place prise par cette institution trois fois centenaire dans une ville en pleine mutation de l'après-guerre aux années 1980.

### **Évaluation, tris et éliminations**

Ce groupe de dossiers est conservé dans son intégralité, les documents imprimés qui en font partie n'ayant pas même été détruits du fait notamment de la relative inaccessibilité des archives conservées au sein même de l'hôpital.

### **Accroissements**

Fonds clos.

### **Mode de classement**

Essentiellement composé de correspondance et ayant été déjà partiellement trié avant et après son versement, ce groupe de dossiers a été classé de manière essentiellement thématique, bien que certains dossiers soient restés classés dans l'ordre chronologique.

De manière générale, ont été distingués les documents produits par le maire lui-même (ou ses prédécesseurs), de ceux n'ayant été que visés par eux. Pour les premiers, essentiellement des documents de correspondance, le classement thématique a été privilégié, de manière à en offrir une lecture plus claire et de permettre des recherches plus fructueuses. Pour les seconds, plus sériels, le classement chronologique a semblé le plus approprié.

## **Conditions d'accès et d'utilisation**

### **Conditions d'accès**

En règle générale, les archives publiques contenues dans les dossiers considérés sont libres d'accès.

Cependant, celles conservées sous les cotes 10 D 177 et 217 resteront incommunicables jusqu'à cinquante ans après l'édition des pièces les plus récentes (en l'occurrence 2033), dans le cadre de la protection de la vie privée et des secrets médicaux exigée par la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 relative aux archives.

Les dossiers visés par ces restrictions sont mentionnés dans l'instrument de recherche.

### **Conditions de reproduction**

Reproduction libre dans les limites fixées par le règlement intérieur des Archives municipales de Saint-Claude.

### **Langue et écriture**

Français.

### **Caractéristiques matérielles**

Les documents sont en bon état hormis quelques fragiles pelures datant des années 1940.

### **Instruments de recherche**

Répertoire numérique détaillé de la sous-série du cabinet du député-maire Louis Jaillon.

## Sources complémentaires

### **Existence et lieu de conservation des originaux**

Certains documents présents dans le sous-fonds sont des copies transmises au maire pour information. C'est le cas notamment des comptes-rendus des séances de la commission administrative dont les originaux, enregistrés, sont conservés pour partie aux Archives municipales (9 registres) et pour partie à l'hôpital (6 registres).

Ces registres (dont la liste détaillée est consultable aux Archives Municipales) couvrent une grande partie des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles<sup>10</sup>.

### **Sources complémentaires**

La partie des archives de l'hôpital, conservée aux archives municipales de Saint-Claude sous la cote provisoire 3Q, sera un appui indispensable à l'utilisation de ce groupe de dossiers.

De même on trouvera des compléments intéressants sous les cotes 3M21 et 3M22, où sont conservées les archives techniques des opérations de modernisation dont il est question dans les présents dossiers.

Par ailleurs, un rapide tour d'horizon, effectué lors d'une visite le 21 mars 2013, des archives conservées dans le dépôt de l'hôpital, nous a permis de prendre la mesure des sources complémentaires à ces dossiers que l'on pourra y trouver. Il s'agit, entre autres, d'un dossier constitué par le Dr. Delarbre, propriétaire de la clinique, relatif à l'agrément obtenu par la clinique et contre lequel la Mairie avait intenté une action auprès des organismes de sécurité sociale<sup>11</sup> (1 boîte et 1 registre, 1956-1960) ; d'un dossier relatif à la construction de la maison de retraite de Chaffardon (1 boîte, 1956) ; de plusieurs dossiers relatifs aux litiges ayant opposé l'hôpital et son laboratoire d'une part, et les transports ambulanciers d'autre part (2 boîtes, 1979-1983)<sup>12</sup>, relatifs à des membres du personnel médical et de direction (5 boîtes et un carnet, 1945-1983)<sup>13</sup>, ou encore à la modernisation de l'hôpital et de ses services d'hémodialyse et d'électroradiologie (3 boîtes, 1960-1974).

Les archives conservées à l'hôpital, bien que très sommairement classées et n'ayant pas fait l'objet d'un inventaire complet, seront donc très avantageusement consultées en complément de celles présentes dans les présents dossiers.

### **Bibliographie**

Vojislav MAKSIMOVIC, *Hospices et hôpitaux du Haut-Jura au fil du temps. Du barbier au chirurgien*, Saint-Claude, chez l'auteur, 2011, 127 p.

Monique ALABOUVETTE, *Historique de l'hôpital de Saint-Claude*, mémoire de recherche, Archives municipales de Saint-Claude, 1987, 39 p. dactylographiées.

—, « L'hôpital de Saint-Claude », dans *Bulletin annuel des Amis du vieux Saint-Claude n°14*, Archives municipales de Saint-Claude, 1991, pp. 2-11.

## Contrôle de la description

Notice établie, selon les prescriptions de la norme ISAD(G), par Thibaud DULAC, étudiant en master 2 « métiers des archives » à l'Université Lyon III, stagiaire aux Archives municipales de Saint-Claude, le 22 mars 2013.

---

10 Les lacunes les plus importantes concernent les années 1854 à 1884 et 1898 à 1936.

11 Le dossier, intitulé « Tribunal administratif de Besançon. Dossier de recours », semble contenir toutes les pièces réunies par le Dr. Delarbre pour justifier l'obtention par sa clinique de l'agrément de la Sécurité sociale. Il est donc le pendant direct au dossier de correspondance relatif à cette action et présent dans le sous-fonds sous la cote 10 D 184.

12 Ces dossiers faisant écho à ceux présents dans le sous-fonds (série « Contentieux ») sous les cotes 10 D 232-233

13 Notons la présence d'une boîte intitulée « Affaire Buatois » à rapprocher du dossier conservé ici sous la cote 10 D 216, d'une autre contenant des candidatures de médecins ou encore d'une dernière composée, selon son titre, de « dossiers concernant les précédents directeurs-économistes ».



**Notice d'autorité  
établie sur la base de la  
norme ISAAR (CPF)**



# Notice d'autorité

## Louis Jaillon (1916-2003)

### Identification

**Type d'entité :** Personne

**Nom :** Louis Jaillon

### Description

**Dates d'existence**

1916-2003

### **Biographie**

Fils d'un imprimeur tenancier de l'Hôtel du Globe à Saint-Claude, Louis Jaillon est né dans cette ville le 28 avril 1916. Diplômé de l'école supérieure de commerce de Clermont-Ferrand, mobilisé en 1939 dans les forces aériennes, il se trouve, à la Libération, à la tête d'un petit atelier de fabrication de pipes et d'*articles de Saint-Claude*.

Militant centriste, il adhère au Mouvement Républicain Populaire dès sa création en 1944 et se présente trois ans plus tard aux élections municipales sur une « liste d'action familiale et populaire ». Entré au conseil municipal dont il prit la tête en 1953 pour ne le quitter que 32 ans plus tard (ce qui fera de lui le détenteur du record de longévité de tous les maires de Saint-Claude depuis la Révolution, Louis Jaillon connut deux échecs électoraux en 1951 et 1955 avant d'être finalement élu député en novembre 1958, réussissant l'exploit de battre au second tour Edgar Faure, ancien Président du Conseil et figure locale du parti radical. Un exploit qu'il réitérera cinq ans plus tard avant d'être à nouveau battu par celui qui restera son meilleur adversaire.

Défenseur des petites et moyennes entreprises (P.M.E.) dont il intègre le groupe d'amitié parlementaire dès son arrivée au Palais Bourbon, il présidera un temps le syndicat des hôteliers-restaurateurs de l'arrondissement de Saint-Claude avant de se consacrer entièrement à sa carrière politique. Membre du groupe parlementaire des Républicains populaires et du Centre démocratique, il se montrera un ardent défenseur de la construction européenne, de la coopération transatlantique, du développement des jumelages intercommunaux, de la réforme fiscale basée sur l'impôt sur l'énergie ou encore des porteurs d'emprunts russes au sein de diverses associations parlementaires et de la commission des finances où il siègera durant ses deux mandats législatifs.

Élu pour la première fois au Conseil général en 1958, Louis Jaillon représentera le Haut-Jura dans à peu près tout ce que le département et la région compteront d'assemblées et d'organismes de « développement ». Membre du Comité d'Expansion économique du Jura (COMEX), de la Commission de Développement Régional (CODER), de la Commission déléguée du Conseil régional puis du Conseil régional à proprement parler dont il assurera même la vice-présidence, il intégrera tout à tour les conseils d'administration et les bureaux de l'Office HLM du Jura, de l'Agence régionale pour l'Emploi, du Comité départemental d'aide au logement, du comité syndical du Parc naturel régional du Haut-Jura ou encore de la Société coopérative d'HLM *La Maison pour tous*.

Président de la commission des affaires sociales du conseil général du Jura, il sera encore nommé en qualité de conseiller technique auprès de la présidence du Conseil régional chargé des politiques de montagne puis élu vice-président du Conseil général juste après sa démission de la Mairie de Saint-Claude.

Infatigable bâtisseur hanté par les problèmes du logement et de l'emploi frappant durement sa ville natale, Louis Jaillon sera un des artisans de l'érection à Saint-Claude d'immeubles locatifs,



d'équipements sportifs et culturels ou encore d'établissements scolaires tels que la cité scolaire du Pré Saint-Sauveur, en même temps qu'il œuvrera pour le développement du centre hospitalier l'aménagement des zones artisanales et industrielles d'Étables et du Plan d'acier ou encore du rattachement à la ville des cinq communes voisines de Chaumont, Chevry, Cinquétral, Ranchette et Valfin.

Locaux ou nationaux, économiques ou sociaux, touristiques ou agricoles, Louis Jaillon s'intéressera à tous les problèmes touchant de près ou de loin Saint-Claude et le Haut-Jura sans jamais se départir de cette bonhomie qui fit de lui un homme apprécié bien au-delà de sa circonscription.

### **Lieux**

Jura (département) ; Haut-Jura (région naturelle) ; Paris ; Saint-Claude.

### **Fonctions et activités**

Impossibles à lister de manière exhaustive, les fonctions exercées par Louis Jaillon ont été essentiellement de deux ordres avec d'une part les fonctions de représentation au sein des assemblées locales et nationale ainsi que de leurs émanations directes (conseils, comités, commissions, etc...); et d'autre part les activités d'administration au sein de l'hôpital, de la commune, d'organismes départementaux ou régionaux ou encore d'associations et de partis politiques.

### **Organisation interne**

Cumulant les responsabilités au sein de divers organismes et les mandats à divers échelons, Louis Jaillon s'adjoignait les services d'un secrétariat qui était le lieu véritable de production des archives ici rassemblées. Un secrétariat qui a plusieurs fois changé de visage et même de statut, même si ce dernier semble ne jamais avoir été réellement défini, et dont il faut retracer l'historique pour comprendre les conditions de production des archives de la sous-série.

Durant une première période allant de l'entrée de M. Jaillon au conseil municipal en 1947 à son élection à la députation en 1958, il est très vraisemblable qu'il ait bénéficié des services de plusieurs secrétaires employés par la Mairie.

Ensuite, durant son premier mandat de député, de 1958 à 1962, M. Jaillon a employé pour son propre compte Louis Roberge, en tant que secrétaire particulier.

Puis, entre 1960 et 1962, alors qu'il entamait son second mandat de député et terminait son deuxième mandat municipal, M. Jaillon a employé, de manière périodique, sa fille Cécile.

À partir de 1962, et jusqu'en 1974, M. Jaillon a encore employé, toujours pour son compte particulier, Mlle Suzanne Gros

Enfin, de 1974 jusqu'à son départ, M. Jaillon s'est adjoint les services de Monique Invernizzi, une secrétaire employée cette fois par la commune (bien que M. Jaillon ait encore assumé à l'époque deux mandats de conseiller général et régional en plus de celui de maire).

En tout, ce sont donc au moins cinq secrétariats qui se sont succédés sur près de quarante années ; cinq secrétariats dont les organisations particulières, sans être totalement similaires, n'ont cependant pas fondamentalement varié au fil du temps, offrant ainsi à cette sous-série une certaine cohérence.

### **Contexte général**

Élu pour la première fois à Saint-Claude en 1947, Louis Jaillon officiera sur la scène publique jusqu'au milieu des années 1980. Le contexte général dans lequel il a produit ses archives sont donc celle d'une ville, Saint-Claude, d'un département, le Jura, d'une région, la Franche-Comté et même plus généralement de la France de l'après-guerre aux années 1980, de la guerre d'Algérie à la mise

en œuvre de la première décentralisation.

### Relations

Louis Jaillon ayant occupé de très nombreux mandats et assumé plus encore de responsabilités au sein d'organismes publics et de groupements privés, il est impossible, sans mener une étude complète des archives qu'il a produites, d'énumérer de manière exhaustive toutes les relations qu'il a pu entretenir avec d'autres producteurs d'archives.

Ne seront donc cités ici que les plus importants, ceux dont on est sûr que les archives sont conservées.

<p><b>Nom des collectivités, personnes ou familles associées</b> Mairie de Saint-Claude</p> <p><b>Type de relation</b> Élu</p> <p><b>Description de la relation</b> Élu en 1947 puis 1953 ; démissionne en 1985</p> <p><b>Dates de la relation</b> 1947-1985</p>	<p><b>Nom des collectivités, personnes ou familles associées</b> Comité d'Aide au Logement du Jura</p> <p><b>Type de relation</b> Membre</p> <p><b>Description de la relation</b> Administrateur</p> <p><b>Dates de la relation</b> v. 1950 – v. 1980</p>
<p><b>Nom des collectivités, personnes ou familles associées</b> Conseil général</p> <p><b>Type de relation</b> Élu</p> <p><b>Description de la relation</b> Élu en 1958 parti en 1988</p> <p><b>Dates de la relation</b> 1958-1988</p>	<p><b>Nom des collectivités, personnes ou familles associées</b> SIDEK</p> <p><b>Type de relation</b> Membre</p> <p><b>Description de la relation</b> Administrateur</p> <p><b>Dates de la relation</b> v. 1960 – v. 1980</p>
<p><b>Nom des collectivités, personnes ou familles associées</b> Conseil régional</p> <p><b>Type de relation</b> Représentant du Conseil général puis élu</p> <p><b>Description de la relation</b> Élu la première fois en 1970.</p> <p><b>Dates de la relation</b> 1970-1988</p>	<p><b>Nom des collectivités, personnes ou familles associées</b> COMEX</p> <p><b>Type de relation</b> Membre</p> <p><b>Description de la relation</b> Représentant du Conseil général</p> <p><b>Dates de la relation</b> v. 1960 – v. 1980</p>
<p><b>Nom des collectivités, personnes ou familles associées</b> Assemblée Nationale</p> <p><b>Type de relation</b> Élu</p> <p><b>Description de la relation</b> Élu en 1958 puis 1962</p> <p><b>Dates des relations</b> 1958-1967</p>	<p><b>Nom des collectivités, personnes ou familles associées</b> Office HLM du Jura</p> <p><b>Type de relation</b> Membre</p> <p><b>Description de la relation</b> Administrateur</p> <p><b>Dates de la relation</b> v. 1950 – v. 1980</p>

### Contrôle

Notice établie, selon les prescriptions de la norme ISAAR(CPF), par Thibaud DULAC, étudiant en master 2 « métiers des archives » à l'Université Lyon III, stagiaire aux Archives municipales de Saint-Claude (FR AC 39478), le 1<sup>er</sup> août 2013.